

Zehnte Sitzung – Dixième séance

Montag, 19. Juni 1995, Nachmittag

Lundi 19 juin 1995, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Frey Claude (R, NE)

Le président: Le Valais, la Suisse, n'organisera pas les Jeux olympiques d'hiver de 2002.

Au-delà des regrets, nous tenons ici à exprimer notre gratitude au comité de candidature, en particulier à son président, M. Gilbert Debons, à son vice-président, M. Bernard Comby, pour tout le travail accompli. Ils ont osé entreprendre, et ils ont démontré par là que le pays était prêt à s'enthousiasmer pour une grande idée, et une grande idée qui pouvait rassembler l'ensemble du pays. Vous le savez, ils avaient le soutien du Parlement.

A Budapest, la Suisse n'a pas essuyé une défaite, mais préparé un succès futur. Puisse l'histoire vous confirmer, Mesdames et Messieurs du comité de candidature, que vous aurez été les premiers artisans de la victoire des Jeux de 2006.

Wahlprüfung und Vereidigung

Vérification des pouvoirs et prestation de serment

Le président: Nos collègues, MM. Olivier Chevallaz et Jean-Claude Zwahlen, nous ont adressé leur démission.

Borel François (S, NE), rapporteur: Le Bureau a examiné les deux élections.

M^{me} Christiane Langenberger, responsable d'associations, née en 1941, originaire de Romanel, domiciliée à Romanel-sur-Morges, remplace M. Chevallaz. M^{me} Langenberger est la première suppléante de la liste du Parti radical-démocratique du canton de Vaud, ayant obtenu 30 425 suffrages. Le Conseil d'Etat du canton de Vaud l'a proclamée élue par arrêté du 24 mai 1995. La publication a été faite dans la «Feuille des avis officiels» du 26 mai 1995.

Le Bureau a aussi examiné l'élection de M. Hubert Frainier, directeur d'école, né en 1952, originaire de Fréjécourt, domicilié à Moutier. M. Frainier remplace M. Zwahlen. M. Frainier est le premier suppléant de la liste Alliance jurassienne et PDC du Jura-Sud, ayant obtenu 5565 suffrages. Le Conseil-Exécutif du canton de Berne l'a proclamé élu par arrêté du 7 juin 1995. La publication a été faite dans la «Feuille officielle du Jura bernois» et dans la «Feuille officielle du canton de Berne» du 9 juin 1995.

Le Bureau a constaté que, dans les deux cas, il n'y avait pas d'incompatibilité avec le mandat de conseiller national. Le Bureau vous propose de valider les deux élections.

Le président: Le Bureau nous propose de valider les élections de M^{me} Langenberger et de M. Frainier. Aucune autre proposition n'étant faite, l'élection est validée.

*Langenberger Christiane legt das Gelübde ab
Langenberger Christiane fait la promesse requise*

*Frainier Hubert wird vereidigt
Frainier Hubert prête serment*

Le président: Madame la Conseillère nationale, Monsieur le Conseiller national, le Parlement a pris acte de votre pro-

messe et de votre serment. En son nom, je vous souhaite une cordiale bienvenue et je forme des vœux pour une activité fructueuse en notre sein. (*Applaudissements*)

Fragestunde

Heure des questions

95.5121

**Frage Hollenstein
Krankenversicherung. Zusatzversicherungen**

**Question Hollenstein
Assurance-maladie. Assurances complémentaires**

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Im Zusammenhang mit der geplanten Herzchirurgie in St. Gallen geht der Kanton davon aus, dass in Zukunft alle Zusatzversicherten verpflichtet werden können, sich im Kanton behandeln zu lassen. Ich frage deshalb den Bundesrat:

1. Stimmt es, dass die Zusatzversicherten von den Kostenträgern (Kanton oder Kassen) gezwungen werden können, sich in einer bestimmten kantonalen oder ausserkantonalen Krankenanstalt behandeln zu lassen?

2. Falls die freie Arzt- und Spitalwahl für Zusatzversicherte gewährt bleibt: Mit welchen Kostenfolgen ist für solche Zusatzversicherungen in Zukunft – im Vergleich zu den heute relativ tiefen Prämienansätzen – zu rechnen?

Texte de la question du 19 juin 1995

Pour ce qui est de la chirurgie du coeur à Saint-Gall, le canton part du principe qu'à l'avenir, on pourra contraindre toutes les personnes au bénéfice d'une assurance complémentaire à se faire traiter dans le canton. Je pose donc les questions suivantes au Conseil fédéral:

1. Est-il vrai que les institutions qui assument les coûts (canton ou caisses) pourront contraindre les personnes au bénéfice d'une assurance complémentaire à se faire traiter dans un certain établissement hospitalier, cantonal ou extracantonal?

2. Si le libre choix du médecin et de l'hôpital reste garanti pour les personnes au bénéfice d'une assurance complémentaire, quelles conséquences financières en résultera-t-il pour ce type d'assurance, dont les primes sont aujourd'hui relativement basses?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Madame Hollenstein, je réponds ainsi à vos deux questions:

1. Les prestations des assurances complémentaires dépendent essentiellement de ce qui est prévu dans les contrats. Ainsi, dans la mesure où les assurances complémentaires ne seront plus régies par la loi sur l'assurance-maladie, mais par la loi sur le contrat d'assurance, les assureurs seront libres de prévoir des assurances complémentaires d'hospitalisation, qui limiteraient les prestations ou certaines prestations aux traitements effectués dans des hôpitaux sis dans le canton de domicile des assurés de cette catégorie d'assurance.

2. La question de l'augmentation prévisible des primes dans les assurances complémentaires par rapport à la situation actuelle demeure ouverte. En effet, le niveau des primes dépendra entre autres du financement prévu pour ces branches d'assurance, ainsi que des tarifs fixés pour les traitements en catégorie privée ou demi-privée, effectués dans des établissements hospitaliers sis hors du canton de domicile de l'assuré.

95.5122

Frage Steiner Rudolf
Schweizerische Meteorologische Zentralanstalt.
Privatisierung

Question Steiner Rudolf
Institut suisse de météorologie. Privatisation

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Was spricht in Anbetracht der zunehmenden Konkurrenz durch private Unternehmungen (Meteo-media, Meteotest) gegen eine Privatisierung der auf einem Bundesgesetz vom 27. Juni 1901 (SR 429.1) gründenden Schweizerischen Meteorologischen Zentralanstalt?

Texte de la question du 19 juin 1995

Vu l'intensification de la concurrence des entreprises privées (Meteo-media, Meteotest), quelles sont les raisons qui s'opposent à une privatisation de l'Institut suisse de météorologie, fondé par une loi qui date du 27 juin 1901 (RS 429.1)?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: L'Institut suisse de météorologie, en tant que service météorologique national, assume des tâches importantes répondant aux intérêts généraux de la Suisse. La mise en place et l'exploitation des réseaux nationaux d'observation météorologique, le contrôle, l'archivage des données, l'interprétation des observations, répondent à un besoin constant de la population suisse. De même, les tâches de prévision et d'alarme – situations météorologiques extrêmes, transport par l'atmosphère de polluants atmosphériques – sont des responsabilités prioritaires de l'institut.

De plus, le traitement et l'échange des données, selon les normes de l'Organisation météorologique mondiale, ainsi que les tâches assurées en matière d'observation du climat, impliquent des investissements financiers et en personnel qui ne peuvent être supportés par les usagers des informations météorologiques de base. Il existe un marché pour la météorologie. Il existait bien avant que des firmes privées n'offrent des prestations météorologiques. Les renseignements météorologiques généraux, les prévisions, les avis et conseils permettent d'améliorer de nombreuses activités. Les entreprises, les médias, ou même les particuliers sont disposés à payer un juste prix pour recevoir des prestations adaptées à leurs besoins.

Un plan d'affaires commerciales, établi en 1993, a confirmé qu'une branche commerciale de l'Institut suisse de météorologie est parfaitement viable du point de vue économique, tout en apportant un plus à la contribution de l'institut aux finances fédérales. C'est la raison pour laquelle l'institut a créé un nouveau service, MétéoSuisse, qui commercialisera une partie de ses données sur le marché météorologique.

95.5123

Frage Vetterli
Methadonabgabe

Question Vetterli
Remise de méthadone

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

1. An wie viele Personen wird in der Schweiz kontrolliert Methadon abgegeben?

2. Wie viele dieser Methadonbezügler könnte man als «Langzeitbezügler» bezeichnen, die Methadon schon über ein Jahr beziehen?

3. Konsumieren diese Personen im Methadonprogramm zusätzlich andere Drogen? Wie wird das kontrolliert?

4. Wie viele Drogenabhängige, die in diesem zielgerichteten Methadontherapie-Programm integriert waren, sind drogenfrei geworden und sind in ein suchtfreies Leben zurückgekehrt?

Texte de la question du 19 juin 1995

1. Combien de personnes participent-elles au programme de distribution contrôlée de méthadone dans notre pays?

2. Combien d'entre elles reçoivent de la méthadone depuis plus d'un an et peuvent donc être considérées comme des consommateurs de longue durée?

3. Les participants au programme de distribution de méthadone consomment-ils d'autres drogues? Comment peut-on le contrôler?

4. Combien de drogués ayant bénéficié de ce programme thérapeutique spécifique ont-ils réussi à se libérer de leur dépendance et mènent à nouveau une vie normale?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: A vos quatre questions, Monsieur Vetterli, je puis répondre comme suit:

1. Selon les informations fournies par les médecins cantonaux, 12 183 personnes étaient en traitement au 31 décembre 1993.

2. Par leur conception, les traitements à la méthadone, au sens classique, sont des traitements à long terme. Ils sont encore relativement peu répandus en Suisse en tant que traitements de transition à court terme et ils correspondent alors généralement à des situations particulières, comme des hospitalisations, des grossesses ou des cas de jeunes n'ayant pas encore terminé leur apprentissage. Les chiffres provenant de Genève pour la période de 1988 à 1993, concernant les traitements terminés avec succès, indiquent une durée moyenne de traitement de 15 mois. Dans le canton de Berne, la durée moyenne de tous les traitements terminés, y compris ceux qui ont été interrompus prématurément dans la période entre 1989 et 1992, était de 8,6 mois.

3. Dans les traitements à la méthadone, les contrôles sur la consommation d'autres stupéfiants sont effectués par des analyses d'urine. En règle générale, les contrôles sont plus fréquents au début d'un traitement et la fréquence peut diminuer progressivement en fonction du déroulement du traitement et de la stabilisation du patient. La consommation d'autres stupéfiants est surtout fréquente au début du traitement et baisse de façon marquée au cours de celui-ci, lorsque le dosage est adéquat. Les patients renoncent plus rapidement à la consommation d'héroïne et de barbituriques. Ils renoncent moins facilement aux benzodiazépines et à la cocaïne. On constate occasionnellement une augmentation de la consommation d'alcool.

4. L'étude la plus importante effectuée en Suisse sur ce sujet est celle du professeur Uchtenhagen, publiée en 1992: 390 héroïnomanes de toute la Suisse ont été suivis depuis 1980; 117 étaient en traitement à la méthadone au moment de la première interview. Après sept ans, il est apparu que 36 pour cent des 117 patients en traitement à la méthadone avaient vécu les trois dernières années sans consommer d'opiacés, et 29,2 pour cent ont indiqué n'en consommer qu'occasionnellement. Un cinquième de ces 117 patients ont indiqué passer par des phases de consommation quotidienne.

Il y a lieu de préciser ici que les traitements à la méthadone n'ont été administrés qu'à des personnes qu'il n'a pas été possible d'atteindre par des traitements axés sur l'abstinence, ou chez lesquelles ces traitements avaient échoué.

95.5125

Frage Sandoz
AHV-Volksabstimmungen

Question Sandoz
AVS. Votations populaires

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Die Sozialdemokratische Partei unterstützt sowohl die 10. AHV-Revision als auch die Volksinitiative «zum Ausbau von AHV und IV».

Angesichts der Unvereinbarkeit der beiden Vorlagen, namentlich in bezug auf das Rentenalter der Männer, frage ich den Bundesrat: Weist er in der Abstimmungskampagne darauf hin, dass man die Initiative verwerfen muss, wenn man der 10. AHV-Revision zustimmt?

Texte de la question du 19 juin 1995

Le Parti socialiste soutient et la 10e révision de l'AVS et l'initiative populaire «pour l'extension de l'AVS et de l'AI».

Vu la contradiction entre les deux textes, en particulier en ce qui concerne l'âge de la retraite des hommes, le Conseil fédéral insiste-t-il, dans la campagne, sur la nécessité de rejeter cette initiative si l'on accepte la 10e révision de l'AVS?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Les deux textes soumis à la votation populaire proposent des améliorations du système de l'AVS largement identiques; je pense au droit individuel à la rente ou aux bonifications pour tâches éducatives. Les divergences, qui sont également de taille, portent sur trois points:

1. l'âge donnant droit à la rente;
2. le taux de financement par des fonds publics, qui est beaucoup plus élevé dans l'initiative populaire que dans la 10e révision de l'AVS;
3. le niveau des rentes, qui se verrait élevé de l'ordre de 500 francs par mois.

Mais la révision de l'AVS étant de niveau législatif, et l'initiative proposant une modification constitutionnelle, les deux textes peuvent être acceptés. Ils ne sont formellement pas en contradiction.

Le Conseil fédéral a cependant souligné les divergences entre les deux projets et recommande de rejeter l'initiative populaire pour des raisons financières au premier chef.

Sandoz Suzette (L, VD): Je vous remercie, Madame la Conseillère fédérale, de la réponse donnée. Je constate en fait qu'elle ne résout pas entièrement le problème. En effet, si juridiquement la conciliation des deux textes est imaginable, pratiquement elle l'est beaucoup moins, ceux-ci étant pour ainsi dire inconciliables.

Dès lors, je voudrais demander quelles mesures le Conseil fédéral a prévu de prendre si, par malheur, les deux textes passaient, et combien cela coûterait en réalité.

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Pratiquement, au cas où les deux textes seraient acceptés en votation populaire, le deuxième texte nécessitant la double majorité d'ailleurs, la situation serait très simple. La 10e révision de l'AVS entrerait vraisemblablement en vigueur, comme prévu, au 1er janvier 1997, et le texte constitutionnel ne serait à comprendre que comme un mandat donné au Conseil fédéral de préparer, dans le cadre de ce que l'on pourrait alors appeler la 11e révision de l'AVS, une modification correspondant aux exigences de l'initiative populaire, le délai de ces travaux étant les délais normalement appliqués à un travail législatif, c'est-à-dire plusieurs années.

95.5134

Frage Suter
Katastrophale Auswirkungen der 10. AHV-Revision?

Question Suter
Conséquences catastrophiques de la 10e révision de l'AVS?

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

In einem landesweiten Versand an alle Haushalte behauptet der Schweizerische Gewerkschaftsbund dieser Tage u. a.:

- dass die AHV-Renten um 13,6 Prozent sinken;
- dass zusätzlich 35 000 Arbeitnehmer und Arbeitnehmerinnen arbeitslos werden.

Hat die 10. AHV-Revision, wie behauptet, diese katastrophalen Auswirkungen?

Texte de la question du 19 juin 1995

Dans une lettre envoyée ces jours-ci à tous les ménages, l'Union syndicale suisse affirme:

- que les rentes AVS diminueront de 13,6 pour cent;
- que 35 000 travailleurs de plus viendront grossir les rangs des chômeurs.

La 10e révision de l'AVS aura-t-elle les conséquences catastrophiques que l'on prétend?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: L'affirmation selon laquelle la 10e révision de l'AVS entraînerait une réduction des rentes de 13,6 pour cent est fautive. Une telle réduction s'applique uniquement aux rentes des femmes et des hommes qui anticipent de deux ans leur départ à la retraite. En outre, comme vous le savez, pour les femmes nées entre 1939 et 1947, le taux de réduction de la rente ne sera diminué que de moitié, c'est-à-dire de 3,4 pour cent au lieu de 6,8 pour cent par année d'anticipation.

Dans un rapport présenté à la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats, l'Ofas et l'Ofiamt ont établi une fourchette des effets possibles de la 10e révision de l'AVS sur le chômage, sous réserve de l'évolution du marché du travail au siècle prochain, évolution sur laquelle nous avons peu de certitudes actuellement.

En appliquant aux travailleuses et 62 et de 63 ans le même taux de chômage que le taux pour les travailleuses de 60 et 61 ans, il s'agirait de 1400 personnes environ. En établissant le nombre d'emplois supplémentaires nécessaires pour occuper les travailleuses âgées de 62 et 63 ans qui n'ont actuellement pas d'activité lucrative, on obtient un nombre approximatif de 14 000 emplois. Si ces emplois n'étaient pas disponibles, le taux de chômage pourrait s'en trouver accru d'autant.

95.5136

Frage Brunner Christiane
Rückstellungen der Krankenkassen

Question Brunner Christiane
Provisions des caisses-maladie

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Ich erlaube mir, folgende Fragen an den Bundesrat zu richten:

1. Können die Rückstellungen der Artisanen für noch nicht abgerechnete Versicherungsfälle als ausreichend betrachtet werden?
2. Gelten für die Artisanen bereits bestimmte Auflagen, damit ihre Zahlungsfähigkeit gewährleistet ist?

3. Gibt es möglicherweise andere Kassen, deren Reserven und Rückstellungen den gesetzlichen Anforderungen nicht mehr genügen?

Texte de la question du 19 juin 1995

Je me permets de poser au Conseil fédéral les questions qui suivent:

1. Les provisions de la caisse Artisana, destinées à des cas d'assurance non liquidés, peuvent-elles être considérées comme suffisantes?
2. La caisse Artisana est-elle d'ores et déjà soumise à des contraintes pour assurer sa solvabilité?
3. Existe-t-il, le cas échéant, d'autres caisses dont les réserves et provisions ne satisfont plus aux exigences légales?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Madame Brunner Christiane, je réponds comme suit à vos questions:

1. La caisse-maladie Artisana n'a pas présenté jusqu'à ce jour ses comptes de l'année 1994 à l'office fédéral concerné. Le Conseil fédéral ne peut donc pas encore se prononcer sur la question de savoir si les provisions pour cas d'assurance non liquidés sont suffisantes.
2. Les comptes des années précédentes ont permis de constater que les réserves et provisions de la caisse-maladie Artisana correspondaient aux dispositions légales de sorte qu'aucune mesure pour assurer sa solvabilité n'a dû être prise par l'office compétent.
3. Il ressort des comptes 1994 déjà soumis à l'Ofas que les caisses-maladies reconnues satisfont aux exigences légales en matière de sécurité financière. Ledit office prendra cependant toutes les mesures nécessaires au cas où ces exigences ne sont plus satisfaites et établira, le cas échéant, avec les caisses concernées un plan financier en vue de rétablir la situation financière sur une période de trois à cinq ans.

95.5137

Frage Robert
Eingliederung von Behinderten in «Normalschulen»

Question Robert
Insertion des handicapés dans les écoles

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Mit dem Urteil des Eidgenössischen Versicherungsgerichtes vom 10. August 1994 betreffend IV-erkannte Sonderschulung für einzelne Behinderte in «Normalschulen» ist eine neue Situation entstanden, die den bisherigen Bemühungen des BSV, der EDK und der FDK auf Erleichterung und Förderung einer gemeinsamen Lebensgestaltung für Behinderte und Nichtbehinderte diametral zuwiderläuft und auch volkswirtschaftlich nicht sinnvoll ist.

Welche Möglichkeiten sieht der Bundesrat, um die durch das Urteil des Versicherungsgerichtes entstandene Problematik im Interesse der Behinderten sinnvoll zu lösen?

Texte de la question du 19 juin 1995

Avec le jugement prononcé le 10 août 1994 par le Tribunal fédéral des assurances et portant sur la reconnaissance, par l'AI, de la scolarisation des enfants handicapés dans les écoles publiques, on doit faire face aujourd'hui à une situation économiquement intenable et diamétralement opposée aux efforts déployés jusqu'à présent par l'Ofas, par la CDIP et par la CDCF, efforts qui visent à promouvoir la vie commune des handicapés et des bien portants.

Quelles possibilités le Conseil fédéral voit-il pour apporter, dans l'intérêt des enfants handicapés, une solution sensée au problème posé par le jugement du Tribunal fédéral?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Le jugement cité du Tribunal fédéral des assurances conteste la conformité au droit

des dispositions contenues dans l'ordonnance du DFI sur la reconnaissance d'écoles spéciales dans l'assurance-invalidité. Certaines de ces dispositions n'ont parfois pas été appliquées à la lettre par les cantons. Il a pu en résulter des inégalités de traitement et une insécurité juridique.

L'Ofas cherche actuellement avec les cantons des solutions visant à éviter les cas pénibles résultant de cette situation. En outre, un groupe de travail a été mandaté par l'Ofas, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique et la Conférence des directeurs cantonaux des affaires sociales, pour examiner l'offre dans le domaine de l'enseignement spécialisé, et pour rechercher une optimisation, en particulier dans le domaine de l'encouragement des approches intégratives.

Le groupe de travail soumettra, dans le courant de l'année prochaine, ses propositions, qui pourraient ensuite être concrétisées dans le cadre de la 4e révision de l'assurance-invalidité.

95.5139

Frage Weder Hansjürg
Aussterben von Vogelarten in der Schweiz

Question Weder Hansjürg
Disparition d'espèces d'oiseaux en Suisse

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Die Vogelwarte Sempach stellt aufgrund einer detaillierten Untersuchung fest, dass das Vogelsterben und das Verschwinden von Vogelarten in der Schweiz unaufhaltsam weitergehen. Ich frage den Bundesrat, ob er bereit ist, Vorkehren zu treffen, um diese Entwicklung – die ja zu Lasten kommender Generationen geht – schnellstens zu stoppen.

Texte de la question du 19 juin 1995

La station ornithologique de Sempach constate, enquête détaillée à l'appui, que la disparition d'oiseaux, et notamment de certaines espèces, se poursuit inexorablement. Je demande donc au Conseil fédéral s'il est prêt à prendre des mesures pour endiguer au plus vite cette évolution qui se fait aux dépens des générations futures.

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Monsieur Weder Hansjürg, le problème de la protection des oiseaux dépend de nombreux facteurs, tant en Suisse qu'à l'étranger. D'une manière générale, on souffre en Suisse d'un manque d'espace vital et de structures du paysage adaptées aux besoins des oiseaux.

Un appel est lancé à l'agriculture et à l'industrie de la construction, ainsi qu'à toute la population, pour qu'elles se comportent de manière plus prévenante envers la nature. La mise en oeuvre de mesures concrètes suppose la participation de tous les intervenants. On peut espérer que dans l'agriculture les contributions écologiques apporteront une amélioration de la situation des oiseaux. En outre, les programmes de protection des biotopes élaborés par la Confédération vont aussi améliorer la situation.

La limitation des ressources financières et humaines freine cependant l'application des mesures en matière de politique agricole et de politique de protection de la nature.

Weder Hansjürg (U, BS): Vor sieben Jahren hat mir Ihr Vorgänger, Bundesrat Cotti, ungefähr das gleiche gesagt. Seither sind aber weitere 20 Prozent der Vogelarten aus der Schweiz verschwunden. Nun haben Sie auch – wie seinerzeit Herr Cotti – gesagt, die Landschaft sei nicht angepasst. Aber ich meinte, dass eigentlich wir Menschen uns an die Landschaft anpassen sollten. Sie kann sich ja nicht uns anpassen.

Ich möchte Sie noch fragen, Frau Bundesrätin, ob Sie in der Lage sind, auch rigorose Massnahmen zu ergreifen, falls der «stumme Frühling» auch bei uns in nächster Zeit droht.

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: C'est effectivement dans le domaine de la protection des biotopes et de la politique agricole que je vois les instruments permettant d'éviter que les oiseaux ne se taisent dans notre pays ou que des espèces ne disparaissent.

Au cours des sept ans auxquels vous faisiez allusion, nous avons fait un certain nombre de progrès dans ce domaine. L'article 31b de la loi sur l'agriculture n'en est qu'un exemple, et l'avance que nous avons dans la préparation des inventaires de biotopes en est un autre. Effectivement, c'est une course contre la montre, et la question est de savoir qui va la gagner.

95.5116

Frage de Dardel
Vollzug der Zwangsmassnahmen in Gefängnissen
Question de Dardel
Mesures de contrainte exécutées dans les prisons

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Ausländische Staatsangehörige, die unter Zwangsmassnahmen fallen, werden – namentlich im Kanton Genf – häufig zusammen mit Strafgefangenen in Gefängnissen untergebracht.

Was unternimmt der Bundesrat, um dieser rechtswidrigen und gegen die Menschenwürde verstossenden Praxis ein Ende zu setzen?

Texte de la question du 19 juin 1995

Les ressortissants étrangers, qui sont l'objet de mesures de contrainte, sont souvent placés en prison et mêlés aux détenus de droit commun, notamment dans le canton de Genève. Que fait le Conseil fédéral pour mettre fin à cette situation illégale et incompatible avec la dignité humaine?

Koller Arnold, Bundesrat: Der Vollzug des Bundesgesetzes über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht ist Sache der Kantone. Dementsprechend liegt es in ihrer Verantwortung, für die Einhaltung der in den Artikeln 13c und 31d des Gesetzes festgehaltenen Grundsätze zum Haftvollzug besorgt zu sein. Im übrigen sind die Umstände des Haftvollzugs auch durch den Richter bei der Haftüberprüfung nach 96 Stunden und bei jeder erneuten Haftüberprüfung zu beurteilen. Das Bundesgesetz über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht ist erst am 1. Februar 1995 in Kraft getreten. Es ist deshalb verständlich, dass die Kantone in einer ersten Phase noch damit beschäftigt sind, den Bedarf an für den Vollzug des Gesetzes nötigen Haftplätzen genau zu prüfen. Es wäre nicht vertretbar, Haftplätze ohne Bedarf – auf Vorrat – zu bauen. Der Bund kann zur Einhaltung der Haftgrundsätze dadurch beitragen, dass er für den Bau und die Einrichtung kantonaler Haftanstalten, die ausschliesslich dem Vollzug der Vorbereitungs- und Ausschaffungshaft dienen, finanzielle Beiträge leistet, wie das im Gesetz vorgesehen ist.

De Dardel Jean-Nils (S, GE): Je ne vous cache pas, Monsieur le Conseiller fédéral, que je ne suis pas très satisfait de votre réponse. Je trouve qu'il est un peu facile de reporter la responsabilité essentiellement sur les cantons.

Lors de la campagne avant la votation populaire, il a été promis, et des engagements fermes ont été donnés, que les personnes qui feraient l'objet de mesures de contrainte ne seraient pas mêlées aux délinquants. Or, c'est exactement le contraire qui est en train de se passer dans une série de cantons, notamment dans mon canton, celui de Genève. La si-

tuation est encore pire que je ne le pensais au moment où j'ai rédigé cette question puisque, dans le canton de Genève, on fait signer à ces personnes une déclaration selon laquelle elles sont d'accord d'être mêlées à des délinquants. Si elles ne la signent pas, leurs conditions de détention sont alors plus sévères que pour les délinquants pénaux parce qu'on ne leur accorde pas les mêmes facilités qu'aux délinquants détenus dans la même prison. C'est donc une situation intolérable, et j'estime qu'il est du devoir de la Confédération de s'en mêler. J'ajoute une remarque sous forme de question, Monsieur le Conseiller fédéral: est-ce que vous ne pensez pas que, dans les cantons qui sont incapables d'avoir des établissements spéciaux, on ne ferait pas mieux de s'abstenir d'appliquer les mesures de contrainte, comme on le fait, par exemple, dans le canton de Vaud?

Koller Arnold, Bundesrat: Herr de Dardel, Sie haben in Ihrer Zusatzfrage einen ganzen Haufen von Fragen aufgeworfen: Was die letzte Frage anbetrifft, darf ich doch immerhin festhalten, dass beispielsweise die Behörden sowohl des Kantons als auch der Stadt Zürich uns im Bundesrat ganz klar erklärt haben, dass dieses Bundesgesetz über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht die unbedingt notwendige Voraussetzung für die Schliessung der offenen Drogenszene in Zürich war.

Im übrigen kann ich zu Ihren Behauptungen – ich muss das, was Sie jetzt über die Verhältnisse im Kanton Genf ausgeführt haben, als Behauptung nehmen – nicht Stellung nehmen. Ich darf aber einmal mehr festhalten, dass all diese Dinge gemäss dem Gesetz ja vom Richter überprüft werden, und die richterlichen Urteile, die in dieser Sache ergangen sind, bestärken mich in der Auffassung, dass wir im Gesetz wirklich die nötigen rechtsstaatlichen Garantien eingebaut haben.

95.5118

Frage Ruf
Grundstückwerb durch Personen
im Ausland im Jahre 1994

Question Ruf
Acquisition, en 1994, de terrains
par des personnes domiciliées à l'étranger

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Wie lautet die Statistik über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland für das Jahr 1994?

Texte de la question du 19 juin 1995

Quelle est la statistique des terrains acquis en 1994 par des personnes domiciliées à l'étranger?

95.5124

Frage Vetterli
Ferienwohnungen an Ausländer. Bewilligungen 1994

Question Vetterli
Appartements de vacances acquis par des étrangers.
Statistique de 1994

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Wie viele Verkäufe von Ferienwohnungen wurden 1994 an Ausländer bewilligt? Wie gross ist damit die Steigerung/Reduktion gegenüber den letzten fünf Jahren?

Texte de la question du 19 juin 1995

Combien d'autorisations d'acheter un appartement de vacances ont été accordées à des étrangers en 1994? Quelle augmentation ou réduction cela représente par rapport aux cinq dernières années?

Koller Arnold, Bundesrat: Zu den Fragen 95.5118 und 95.5124: Die Zahlen der Statistik über den Grundstückerwerb durch Personen im Ausland für das Jahr 1994 sind noch nicht verfügbar. Bis vor kurzer Zeit wurde diese Statistik regelmässig rund 12 bis 15 Monate nach Jahresablauf veröffentlicht. In den letzten Jahren haben wir diese Zeitspanne auf etwa 8 Monate verkürzt. Schneller geht es darum nicht, weil die Statistik nicht nur die erteilten Bewilligungen, sondern auch die effektiv durchgeführten Handänderungen ausweist. Die Meldung der Handänderungen durch die Grundbuchämter der Kantone aus den letzten Monaten eines Jahres erfolgt immer erst im Frühjahr des nachfolgenden Jahres. Wenn also etwa im Dezember eine Bewilligung erteilt wird, muss vorerst die Rechtsmittelfrist von 30 Tagen abgewartet werden. Die Behandlung im Grundbuch kann ohne weiteres noch einmal einen oder zwei Monate in Anspruch nehmen. Für das Jahr 1994 stehen die Handänderungsmeldungen einzelner Kantone trotz Mahnung noch aus. Eine Veröffentlichung wird also auch dieses Jahr nicht vor September möglich sein.

Zu Ihrer Frage, Herr Ruf, hat Ihr Fraktionskollege Keller Rudolf in einem Interview mit dem «Bund» vom 2. Juni 1995 festgehalten, dass ohnehin wieder mehr Grundstücke an Personen im Ausland verkauft würden. Er sagte wörtlich: «Das bestätigen auch die Zahlen für 1994, die der Bundesrat bewusst zurückhält.» Wenn Ihnen überhaupt Zahlen für 1994 vorliegen, sind das höchstens provisorische Angaben aus einzelnen Kantonen und ausschliesslich über die erteilten Bewilligungen. Sie sind darum von sehr beschränkter Aussagekraft, weil die Anzahl der erteilten Bewilligungen, welche dann auch effektiv beansprucht werden und zu Veräusserungen an Ausländer führen, starken Schwankungen unterliegt. Im langjährigen Mittel liegt sie bei etwa 75 Prozent, bei den Ferienwohnungen sogar nur bei 70 Prozent. Unseres Erachtens macht es daher grundsätzlich keinen Sinn, mit provisorischen Zahlen über die Bewilligungen an die Öffentlichkeit zu gehen, da sie dann im nachhinein aufgrund der tatsächlich durchgeführten Handänderungen wieder korrigiert werden müssen.

Um unrichtigen Behauptungen jetzt im Abstimmungskampf zu begegnen, haben wir die provisorischen Zahlen über die erteilten Bewilligungen aus dem Jahre 1994, trotz deren relativer Aussagekraft, zusammenstellen lassen. Das Total der erteilten Bewilligungen ist von 2040 im Jahre 1993 um 200 Einheiten auf 1840 für 1994 zurückgegangen. Bei den Ferienwohnungen lauten die Zahlen folgendermassen: 1246 für 1993 und 878 für 1994. Stellt man diese um 368 Einheiten tiefere Zahl dem Durchschnitt der letzten fünf Jahre – 858 Einheiten zwischen 1989 und 1993 – gegenüber, wie das Herr Vetterli gewünscht hat, so stellt man fest, dass die Zahl der Bewilligungen für diese Jahre konstant geblieben ist.

Im übrigen darf ich festhalten, dass wir niemals Fakten, die «auf dem Tisch» liegen, aus taktischen Gründen unter Verschluss halten. Das haben wir mit der Publikation des Expertenberichts der Kommission Füeg klar unter Beweis gestellt.

Vetterli Werner (V, ZH): Herr Bundesrat, ich danke Ihnen für die Antwort, aber es drängt sich natürlich schon eine Zusatzfrage auf. Wenn Sie sagen, das sei jeweils frühestens in einem Jahr möglich, so muss ich Sie fragen: Wieso hat man in der Botschaft des Bundesrates, die vom 23. März 1994 datiert ist, bereits provisorische Zahlen gehabt? 1993 waren es also total 1245 bewilligte Ferienwohnungen, und diese Angaben sind zudem noch aufgeschlüsselt nach Kantonen (Graubünden, Tessin, Waadt und Wallis). In der Botschaft war es möglich, bereits im März Zahlen – wenn auch provisorische – zu haben; jetzt muss man speziell danach fragen. Ich wäre für eine zusätzliche Antwort dankbar.

Ruf Markus (D, BE): Herr Bundesrat Koller, ich kann das Votum von Herrn Vetterli wie folgt ergänzen: Was die erteilten Bewilligungen betrifft, wurden die Zahlen für das Jahr 1993 nicht erst in der Botschaft des Bundesrates im März 1994, sondern bereits im Januar 1994 in der Zeitschrift «Die Volkswirtschaft» veröffentlicht. Wie nehmen Sie zum Verdacht Stellung, man habe seitens der Verwaltung diese von Ihnen nun gelieferten Zahlen über die erteilten Bewilligungen im Jahr 1994 bewusst bis nach der Abstimmung vom kommenden 25. Juni zurückhalten wollen? Ohne unsere Fragen wären sie nicht «auf den Tisch» gekommen, und das Beispiel vom Januar 1994 zeigt, dass man sehr frühzeitig Bescheid wusste. Wollte man, Herr Bundesrat Koller, die Zahlen unter anderem deshalb nicht veröffentlichen, weil sie doch klar aufzeigen, dass man mit den bisherigen Kontingenten für die Verkäufe von Ferienwohnungen sehr gut leber kann und dass die Erhöhung der Kontingente, wie sie die Lockerung der Lex Friedrich vorsieht, nichts anderes bewirken soll, als einen neuen Nachfrageboom – und letztlich einen neuen Bauboom – aus dem Ausland zu provozieren?

Koller Arnold, Bundesrat: Wenn wir diese Zahlen bewusst zurückgehalten hätten, wäre das reine Dummheit gewesen, weil die Zahlen rückläufig sind. Aber wir sind uns bewusst geworden, dass diese Zahlen über die provisorischen Bewilligungen nur eine sehr relative Aussagekraft haben, weil – wie ich soeben ausgeführt habe – die tatsächlichen Handänderungen regelmässig bedeutend niedriger sind – im Rahmen von 75 oder sogar nur 70 Prozent bei den Ferienwohnungen. Wenn Sie sagen, wir hätten diese Zahlen zurückgehalten, weil wir Probleme hätten, darzulegen, weshalb wir jetzt als Höchstlimite die Zahl von 2000 Ferienwohnungen haben, dann bin ich froh, dass Sie mir diese Frage stellen. Ich kann dann nämlich ein für allemal klarmachen, dass das neu eine Höchstlimite zum Schutz der Bürgerinnen und Bürger ist und nicht eine Grössenordnung, die der Bundesrat ausnützen muss. Wir haben erstmals im Rahmen dieser Gesetzgebung diese Höchstlimite von 2000 pro Jahr ins Gesetz aufgenommen, damit die Bürgerinnen und Bürger, die am nächsten Wochenende zur Abstimmung gehen, sich wirklich absolut darauf verlassen können, dass wir diese Höchstlimite nicht überschreiten. Ob und in welchem Masse wir sie dann ausnützen, wird Sache der Verhandlungen und der Diskussionen mit den Kantonen sein. Wir werden Sie darüber im Rahmen der Vernehmlassung, nach Annahme der revidierten Lex Friedrich, sofort orientieren.

95.5126

Frage Schmid Peter
Autofreie Sonntage

Question Schmid Peter
Dimanches sans voitures

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Die Reaktionen auf einen freiwilligen Verzicht auf das Auto am 11. Juni 1995 rund um den Bodensee sprechen dafür, dass die Akzeptanz für autofreie Sonntage in der Bevölkerung deutlich zugenommen hat.

Ist der Bundesrat bereit, diese einfache und effiziente Massnahme im Interesse der Gesundheit, der Umwelt und der Lebensqualität erneut zu prüfen und dem Parlament einen Vorschlag zu unterbreiten?

Texte de la question du 19 juin 1995

A en juger par les échos qu'a suscités la proposition de renoncer facultativement aux voitures le 11 juin 1995, autour du lac de Constance, la population est aujourd'hui nettement plus favorable aux dimanches sans voitures.

Le Conseil fédéral est-il prêt, dans l'intérêt de la santé publique, de l'environnement et de la qualité de la vie, à réexaminer cette mesure simple et efficace et à soumettre une proposition au Parlement?

Koller Arnold, Bundesrat: Der Bundesrat begrüsst Aufrufe und Initiativen lokaler oder regionaler Organisationen, welche die Motorfahrzeugführer auffordern, freiwillig auf nicht unbedingt notwendige Fahrten mit Autos und Motorrädern zu verzichten. Er sieht indessen keine Möglichkeit, solche Massnahmen gesamtschweizerisch vorzusehen. In der Schweiz hat sich der Motorisierungsgrad in den letzten 20 Jahren annähernd verdoppelt. So kamen 1970 auf 1000 Einwohner 221 Personenwagen, 1990 bereits 439. Zudem lebt unser Land in ausgeprägtem Mass vom Tourismus und zählt infolge seiner zentralen Lage in Europa jährlich rund 80 Millionen einreisende Fahrzeuge. Ein autofreier Sonntag könnte nur noch mit einem unverhältnismässigen Aufgebot von Polizei und Grenzwachtpersonal durchgesetzt werden oder dann, wenn auch die umliegenden Länder Sonntagsfahrverbote erlassen würden, was aber zurzeit nicht in Aussicht steht.

Schmid Peter (G, TG): Ich danke Ihnen für die Stellungnahme und möchte Sie fragen, ob der Bundesrat wenigstens bereit ist, solche Aufrufe offiziell zu unterstützen und zu bekräftigen.

Koller Arnold, Bundesrat: Wenn sie von einer entsprechenden Repräsentativität begleitet sind, kann ich mir durchaus vorstellen – ohne jetzt den Entschieden des Bundesrates vorzugreifen –, dass wir das auch unterstützen würden. Ich muss aber immerhin festhalten, dass das Beispiel der Anrainer am Bodensee, das Sie in Ihrer Frage genannt haben, damals einen sehr beschränkten Erfolg hatte. Das macht natürlich wirklich nur einen Sinn, wenn wir auch eine gewisse Chance haben, dass das dann auch tatsächlich befolgt wird.

95.5128

Frage Rechsteiner **Revision der Bestechungsdelikte im StGB**

Question Rechsteiner
Délit de corruption. Révision des dispositions du Code pénal

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Mit den Kontroversen im Fall Huber stellt sich erneut die bereits mit meiner Motion 93.3656 (im Zusammenhang mit Mani pulite) aufgeworfene Frage, ob die Regelung der Bestechungsdelikte im StGB nicht den Erfordernissen der Zeit angepasst werden soll.

Wie beurteilt der Bundesrat die Ausgangslage? Sind die Vorarbeiten für eine Gesetzesrevision schon eingeleitet worden?

Texte de la question du 19 juin 1995

Les controverses suscitées par le cas Huber soulèvent une nouvelle fois la question posée dans ma motion 93.3656 (relative à l'opération «mani pulite»): les dispositions du Code pénal sanctionnant le délit de corruption ne méritent-elles pas d'être adaptées aux impératifs de notre époque?

Comment le Conseil fédéral juge-t-il la situation actuelle? Des travaux préparatoires ont-ils été engagés en vue d'une révision de la loi?

Koller Arnold, Bundesrat: Korruption ist heute international als Problem erkannt. Vor allem bei grenzüberschreitender Bestechung ergeben sich indes oft Schwierigkeiten, die Tat zu ahnden, weil in der Regel nur die Bestechung von Beam-

ten im eigenen Land strafbar ist. Dies ist keine Eigenheit der schweizerischen Gesetzgebung, sondern eine weitverbreitete Situation. Diese und weitere Aspekte der internationalen Korruption sind daher richtigerweise auf internationaler Ebene zu regeln. Im Rahmen der Europäischen Justizministerkonferenz, des Europarates und der OECD sind heute Arbeiten im Gange. Es erscheint dem Bundesrat daher sinnvoll, die Ergebnisse der Arbeiten dieser internationalen Gremien abzuwarten, damit der Bund seine Strafvorschriften gegen die Korruption allenfalls im Einklang mit entsprechenden Bestrebungen der europäischen und auch weiterer Staaten anpassen kann.

Mein Departement hat eine Arbeitsgruppe eingesetzt, welche ein Lagebild der Korruption in der Schweiz entwickeln soll. Dieses wird dazu beitragen, die Gesetzgebung gegen die Korruption so effizient wie möglich auszugestalten.

95.5138

Frage Bezzola **Aufhebung des Spielbankenverbotes.** **Ausführungsgesetzgebung**

Question Bezzola
Suppression de l'interdiction frappant les casinos.
Législation d'exécution

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Angesichts der Tatsache, dass die Tourismusbranche dringend zusätzliche attraktive Angebote benötigt und zudem die öffentliche Hand mit wesentlichen Einnahmen rechnen kann, frage ich den Bundesrat:

Wann kann das Bundesgesetz über die Spielbanken in Kraft gesetzt werden?

Glauben Sie nicht auch, dass es sich lohnen würde, das Verfahren zu beschleunigen?

Texte de la question du 19 juin 1995

L'industrie du tourisme ayant un urgent besoin d'offres attractives supplémentaires et les pouvoirs publics pouvant escompter d'importantes recettes, je pose les questions suivantes au Conseil fédéral:

Quand la loi fédérale sur les casinos pourra-t-elle être mise en vigueur?

Ne pense-t-il pas qu'il vaudrait la peine d'accélérer la procédure?

Koller Arnold, Bundesrat: Das Vernehmlassungsverfahren zum Entwurf eines Spielbankengesetzes ist Ende April abgeschlossen worden. Die Stellungnahmen werden zurzeit vom zuständigen Bundesamt für Polizeiwesen ausgewertet. Gegenstand vertiefter Prüfung sind zudem die im Entwurf nur summarisch behandelten steuerrechtlichen Fragen. Ursprünglich war vorgesehen, dem Parlament bis Ende dieses Jahres eine Botschaft zuzuleiten und das Gesetz auf Anfang 1997 in Kraft zu setzen. Ob an diesem Zeitplan festgehalten werden kann, muss bis zum Vorliegen der detaillierten Vernehmlassungsergebnisse offenbleiben.

Bezzola Duri (R, GR): Ich danke Ihnen für diese Antwort. Da die Aufhebung des Spielbankenverbotes für den Tourismus eine wichtige Komponente beinhaltet, möchte ich dem gesamten Bundesrat für den wichtigen Entscheid von heute morgen im Zusammenhang mit dem reduzierten MWSt-Satz für gewisse Tourismusleistungen recht herzlich danken. Ich glaube, dass da ein wichtiger Schritt gemacht worden ist. Weitere Schritte müssen folgen.

Die Aufhebung des Spielbankenverbotes bedeutet auch ein zusätzliches Angebot im Tourismus und namhafte Mehreinnahmen für den Bund. Am 7. März 1993 hat das Stimmvolk klar für die Aufhebung des Spielbankenverbotes gestimmt;

es ist unverständlich, dass das so lange dauern soll, bis das Gesetz in Kraft treten kann. Ich habe kürzlich in einer bedeutenden Zeitung unseres Landes gelesen, dass dies ungefähr im Jahre 2000 erfolgen soll. Ich glaube, das würde einfach den Rahmen sprengen.

Die Situation in der Tourismusbranche hat sich bekanntlich im Laufe des letzten Jahres empfindlich verschlechtert. Zusätzliche Angebote sind deshalb notwendig. Auch die Finanzen des Bundes sind in einem besorgniserregenden Zustand. Man rechnet mit 150 Millionen Franken an zusätzlichen Einnahmen – und trotzdem diese Verzögerung.

Herr Bundesrat, muss man bei jedem Gesetzgebungsprozess so lange warten? Ist das die Regel, oder handelt es sich hier um eine Ausnahme?

Koller Arnold, Bundesrat: Der Bundesrat und mein Departement werden zweifellos ihr Möglichstes tun, um Ihnen diese Vorlage möglichst rasch zu unterbreiten. Aber die bisherigen Erfahrungen mit der Ausarbeitung des Gesetzentwurfes – schon in der Expertenkommission und jetzt in der Vernehmlassung – zeigen leider, dass es viel einfacher war, diesen Verfassungsartikel aus der Verfassung zu streichen, als ein Gesetz zu erarbeiten, das einigermaßen konsensfähig ist. Dies gilt vor allem im Hinblick auf zwei Punkte: einerseits in bezug auf die Abwehr der Geldwäscherei und des organisierten Verbrechen und andererseits in bezug auf die heiklen steuerrechtlichen Probleme, die diese Vorlage stellt. Ich kann Sie versichern, dass wir unser Möglichstes tun werden.

95.5140

Frage Singeisen
Ausweis für Kosovo-Albaner
und Kosovo-Albanerinnen

Question Singeisen
Permis pour les Albanais du Kosovo

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Wie begründet es der Bundesrat, dass jene Kosovo-Albaner und Kosovo-Albanerinnen, die mit Recht durch Kirchenasyl vor der Ausschaffung geschützt worden sind, weil bereits vor dem 20. Oktober 1993 eine Ausschaffung als unzumutbar erkannt worden ist, überhaupt keinen Ausweis erhalten? Gehen dem Bundesrat in dieser Sache politische Überlegungen dem Recht vor?

Wieso ist der Bundesrat nicht bereit, für die Kosovo-Albaner und Kosovo-Albanerinnen in unserem Land bis zur verlängerten Ausschaffungsfrist vom 31. Januar 1996 sofort den Ausweis F für vorläufige Aufnahme auszustellen, anstelle des Ausweises N? Bedeutet dies, dass sämtliche Asylverfahren nochmals ganz von vorne aufgerollt werden, wie dies für Inhaber des Ausweises N vorgesehen ist?

Texte de la question du 19 juin 1995

Comment le Conseil fédéral explique-t-il que les Albanais du Kosovo préservés d'un refoulement grâce à l'asile ecclésiastique – à juste titre, d'ailleurs, puisqu'il a été admis, avant même le 20 octobre 1993, qu'un refoulement ne pouvait être raisonnablement exigé – ne reçoivent aucun permis? Le Conseil fédéral sacrifie-t-il le droit à des considérations politiques?

Pourquoi le Conseil fédéral n'est-il pas disposé à délivrer immédiatement aux Albanais du Kosovo un permis F qui resterait en leur possession jusqu'à l'expiration du délai de renvoi – délai prorogé jusqu'au 31 janvier 1996 –, et pourquoi veut-il leur délivrer le permis N alors que le permis F est conçu spécifiquement pour les étrangers admis provisoirement? Cela signifie-t-il qu'il faudra relancer une procédure d'asile complète pour chacun de ces Albanais, puisque telle est la règle pour les titulaires du permis N?

Koller Arnold, Bundesrat: Am 17. Mai 1995 hat der Bundesrat beschlossen, die Ausreisefrist von abgewiesenen Asylsuchenden aus der Bundesrepublik Jugoslawien auf den 31. Januar 1996 zu erstrecken. Er reagierte damit auf den Umstand, dass sich die jugoslawischen Behörden entgegen ihren völkerrechtlichen Verpflichtungen weigern, ihre Staatsangehörigen zurückzuübernehmen und einreisen zu lassen. Von der Anordnung einer vorläufigen Aufnahme wurde abgesehen, da gegenwärtig Gespräche mit jugoslawischen Behörden stattfinden mit dem Ziel, den normalen Zustand im Bereiche der Rückübernahme eigener Staatsangehöriger wiederherzustellen. Damit drängt sich heute der Schluss nicht auf, eine Rückkehr sei auf absehbare Zeit nicht möglich.

Die Verlängerung der Ausreisefrist ändert an der Rechtsstellung der Ausländer nichts. Sofern diese ein Asylverfahren durchlaufen haben, bleiben sie bis zum Ablauf der Ausreisefrist in der Rechtsstellung von Asylbewerbern. Ein erneutes Asylverfahren wird nicht durchgeführt.

Asylgesuche von Personen aus dem Kosovo werden ebenso in einem fairen und raschen Verfahren behandelt wie die Gesuche von Personen aus anderen Herkunftsstaaten. Muss die Schutzbedürftigkeit verneint werden, so haben diese Personen in der Regel unser Land zu verlassen. Das sogenannte Kirchenasyl hat keine rechtliche Grundlage und begründet insbesondere kein Aufenthaltsrecht mit dem Anspruch auf einen Ausweis. Nachdem der Bundesrat nun aber die Ausreisefrist verlängert hat, sind die Kantone befugt, an Personen aus der Bundesrepublik Jugoslawien entsprechende fremdenpolizeiliche Ausweise auszugeben.

Singeisen Verena (G, BE): Herr Bundesrat Koller, Ihre Antwort entsetzt mich. Sie haben anlässlich des Flüchtlingstages am letzten Samstag gesagt, unserer humanitären Tradition folgend seien wir aufgerufen, den Verfolgten und Bedrohten im Rahmen unseres Asylrechts und im Sinne der Internationalen Flüchtlingskonvention Schutz zu gewähren und ihnen beizustehen. Nach dem geltenden Recht ist die Aufnahme dort anzuordnen, wo man trotz dem letztinstanzlichen Asylentscheid die Wegweisung innert neun Monaten kaum vollziehen kann, und dies ist im vorliegenden Fall so. Im Fall der Kosovo-Albanerinnen und -Albaner dauert die Unmöglichkeit des Vollzuges für viele Betroffene schon mehr als neun Monate. Sie hätten also absolut Anrecht auf den Ausweis F. Die Kosovo-Albaner, die im Kirchenasyl gewesen sind, wurden alle freigesprochen. Sämtliche Kirchenasylgebenden Kirchgemeinden und Pfarrer sind von den Gerichten freigesprochen worden, haben also nicht gegen das Gesetz verstossen. Warum bekommen die Kosovo-Albaner nicht wie alle anderen Asylsuchenden, die nicht ausreisen können, den Ausweis F? Ich verstehe Ihre Antwort immer noch nicht.

Koller Arnold, Bundesrat: Frau Singeisen, zunächst darf ich für den Bundesrat in Anspruch nehmen, dass wir auch gegenüber den Kosovo-Albanern unsere völkerrechtlichen und landesrechtlichen Verpflichtungen genau einhalten. Aber der Bundesrat ist der Meinung, dass wir wirklich keinen Anlass haben, das klar völkerrechtswidrige Verhalten von Rest-Jugoslawien dadurch zu belohnen, dass wir so tun, als ob wir nicht auf der Erfüllung der völkerrechtlichen Verpflichtungen auch durch Rest-Jugoslawien insistieren würden. Wie ich Ihnen gesagt habe, führen wir sehr ernsthafte Gespräche, damit Rest-Jugoslawien mit diesem Völkerrechtsbruch endlich aufhört. Wir hoffen, dass diese Gespräche zum Ziel führen werden. Das war der Grund, weshalb wir für diese Leute vorerst keine vorläufige Ausnahme angeordnet haben.

95.5117

Frage Schmid Peter
Überdimensionierte Gemeinschaftszollanlage
Tägerwilen

Question Schmid Peter
Aire douanière d'une taille disproportionnée
à Tägerwilen

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Obwohl sich die Behörden von Konstanz, Kreuzlingen und Tägerwilen, das Baudepartement des Kantons Thurgau, die betroffenen Anwohner und die Umweltorganisationen bei der seit langem umstrittenen Zollhofanlage der N 7 im Tägermoos auf ein redimensioniertes Projekt hätten einigen können, geht die Eidgenössische Zollverwaltung auf den gemeinsamen Vorschlag nicht ein.

Welches sind die Gründe der zuständigen Zollkreisdirektion bzw. der Oberzolldirektion, trotz demnächst fallender Grenzen, am weit überdimensionierten Projekt festzuhalten?

Texte de la question du 19 juin 1995

Bien que les autorités de Constance, de Kreuzlingen et de Tägerwilen, ainsi que le Département des travaux publics du canton de Thurgovie, les riverains et les organisations écologistes aient pu s'entendre sur un projet commun redimensionné concernant l'aire douanière depuis longtemps controversée de la N 7 à Tägermoos, l'Administration fédérale des douanes n'a pas pris ce projet en considération.

Je demande pour quelles raisons la direction d'arrondissement des douanes compétente ou la Direction générale des douanes ont décidé, en dépit du fait que les frontières seront bientôt supprimées, de s'en tenir au projet tout à fait disproportionné qui avait été élaboré.

Stich Otto, Bundesrat: Die deutschen und die schweizerischen Zollbehörden haben die Grösse der Gemeinschaftszollanlage mehrmals überprüft und in verschiedenen Bereichen reduziert. Dabei haben sie den neuen, vereinfachten Abfertigungsverfahren und einer möglicherweise reduzierten Nutzungsdauer Rechnung getragen. Gemäss heutiger Planung, die vom Kanton Thurgau mitgetragen wird, lassen sich die voraussichtlichen Bedürfnisse noch knapp abdecken. Es muss vermieden werden, dass Zollanlagen zu klein gebaut werden und deshalb von Anfang an den betrieblichen und verkehrstechnischen Anforderungen nicht zu genügen vermögen. Schliesslich geht es ja darum, die Städte Konstanz und Kreuzlingen vom Durchgangsverkehr wirksam zu entlasten.

Im Rahmen der weiteren Planungsarbeit wird die Zollverwaltung selbstverständlich neuen, heute nicht voraussehbaren Gegebenheiten Rechnung tragen.

95.5114

Frage Steiner Rudolf
Alpen-Initiative

Question Steiner Rudolf
Initiative des Alpes

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Mit welchen technischen Massnahmen, mit welchem finanziellen Aufwand und in welcher Zeitspanne gedenkt der Bundesrat die Alpen-Initiative umzusetzen? Welches sind die Auswirkungen auf die internationale Verkehrspolitik?

Texte de la question du 19 juin 1995

Quelles mesures techniques le Conseil fédéral compte-t-il prendre pour atteindre les objectifs de l'initiative des Alpes? Quels moyens financiers entend-il utiliser à cet effet? Quels délais s'est-il fixés en l'occurrence? Quelles seront les conséquences de ses décisions sur la politique internationale des transports?

Ogi Adolf, Bundesrat: Herr Steiner Rudolf, der Bundesrat hat am 9. September 1994 ein eurokompatibles, nichtdiskriminierendes und marktwirtschaftliches Grobkonzept zur Umsetzung von Artikel 36sexies Absätze 1 und 2 der Bundesverfassung vorgelegt. Die Verkehrsverlagerung von der Strasse auf die Schiene soll mit einem Massnahmenpaket, bestehend aus drei Elementen, erreicht werden:

1. mit der leistungsabhängigen Schwerverkehrsabgabe als Sockel – übrigens hat der Bundesrat heute den Vorschlag für eine leistungsabhängige Schwerverkehrsabgabe in die Vernehmlassung geschickt –;
2. mit einer Lenkungsabgabe für die Überquerung der vier Alpenübergänge Gotthard, San Bernardino, Grosse St. Bernhard und Simplon, wobei für gewisse Regionen, die betroffen sind, Sondermassnahmen zu prüfen sind;
3. mit einem Programm zur Förderung des kombinierten Verkehrs.

Die Arbeiten zur Konkretisierung dieses Grobkonzeptes sind gegenwärtig verwaltungsintern und unter Einbezug der interessierten Kreise im Gange. Über den finanziellen Aufwand lässt sich zurzeit nichts sagen. Der Bundesrat wird aber im Sommer oder im Herbst einen Zwischenbericht vorlegen, und Ende Jahr oder Anfang 1996 wird er die Vernehmlassungsvorlage zur Umsetzung der Alpen-Initiative diskutieren können. In bezug auf die internationale Verkehrspolitik, Herr Steiner, werden im Rahmen der bilateralen Verhandlungen mit der EU auch Fragen der Umsetzung der Alpen-Initiative diskutiert; das ist nicht ganz einfach. Die Schweiz strebt beim Landverkehr aber eine koordinierte, eine harmonisierte Politik im Alpenraum an. Wir hoffen, dass wir das auch erreichen werden.

Steiner Rudolf (R, SO): Herr Bundesrat, ich möchte Ihnen herzlich für die Ausführungen danken und freue mich jetzt schon auf den Bericht im Herbst 1995. Ich möchte Ihnen aber doch die konkrete Frage stellen: Kann ich aus Ihren Ausführungen schliessen, dass der Bundesrat die Umsetzung der Alpen-Initiative als machbar erachtet, oder hat der Bundesrat diesbezüglich Vorbehalte, und erscheint es ihm als unrealistisch?

Ogi Adolf, Bundesrat: Man müsste das Wort «machbar» definieren, Herr Steiner Rudolf. Der Bundesrat sieht es als machbar an. Aber Sie wissen, dass wir Mühe haben, dieses «machbar» der EU zu erklären. Wir haben Mühe, der EU zu erklären, dass wir nicht diskriminieren wollen. Wir haben Mühe, zu erklären, dass diese Alpen-Initiative dann «machbar» umgesetzt wird, wenn das getan wird, was der Bundesrat beschlossen hat, wenn nämlich auch der Güterverkehr im Mittelland in Richtung Süden von der Strasse auf die Schiene verlagert wird. Da wird die Stunde der Wahrheit – auch hier, innenpolitisch – schlagen.

95.5120

Frage Herczog
PTT-Überbauung Winterthur

Question Herczog
PTT. Projet de construction à Winterthur

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Treffen die Meldungen im «Tages-Anzeiger» (7.6.95, 9.6.95) zu, wonach die Telecom PTT zusammen mit der Bellevue AG als Bauherrschaft eine sehr hohe Summe bezahlt hätte, damit Rekurrenten ihre Einsprache gegen das PTT-Projekt beim Bahnhof Winterthur zurückziehen? Gab es keine andere Möglichkeit der Konsensfindung? Wo gedenken die PTT diese Gelder zu verbuchen?

Texte de la question du 19 juin 1995

Est-il exact, comme l'indiquent des articles parus dans le «Tages-Anzeiger» des 7 et 9 juin 1995, que Télécom PTT et la société Bellevue SA, conjointement maîtres de l'ouvrage dans le projet de construction d'un bâtiment pour les PTT près de la gare de Winterthur, ont versé une somme très élevée à des personnes opposées à ce projet pour qu'elles retirent leur opposition? Ne pouvait-on trouver d'autre moyen de régler l'affaire à l'amiable? Sous quel poste les PTT envisagent-ils de comptabiliser ce montant?

Ogi Adolf, Bundesrat: Der Bundesrat hat bereits in der Antwort auf die Frage von Herrn Dünki vom 12. Juni 1995 bestätigt, dass zwischen der Bauherrschaft und den wichtigsten Rekurrenten Entschädigungen vereinbart worden sind, die vom Baubeginn des Hochhauses abhängig sind. Bei diesen Zahlungen handelt es sich ausschliesslich um Abfindungen für vereinbarte nachbarrechtliche Regelungen, wie Näherbaurechte, Wegrechte, Grenzvereinbarungen, sowie um nachgewiesene Wertminderungen. Sie basieren auf den einschlägigen Bestimmungen des Schweizerischen Zivilgesetzbuches. Für die Bauherrschaft gab es keine andere Möglichkeit der Konsensfindung. Darüber hinaus wurden keine Zugeständnisse gemacht. Insbesondere verwahrt sich die Telecom PTT gegen den Vorwurf der Schweige- oder gar Schmiergeldzahlung.

Die von den PTT eingegangenen Verpflichtungen, Herr Herczog, die erst bei einem Baubeginn fällig werden, bilden Bestandteil des vom Verwaltungsrat PTT bereits genehmigten Baukredites. Dieser wird dereinst wie üblich – Sie wissen es besser als ich – den Investitionen für Bauten der Telecom PTT belastet werden.

95.5133

Frage Hubacher
Zustand der Schweiz

Question Hubacher
Etat du pays

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Am 10. Juni 1995 referierte Bundesrat Adolf Ogi vor 300 Delegierten des Schweizerischen Hauseigentümerverbandes zum Thema: «Schweiz – Diagnose und Therapie.» Die «NZZ» berichtete darüber am 12. Juni 1995. Unter anderem soll Bundesrat Ogi erklärt haben: «Der Mittelstand blutet aus; er wird steuerlich übermässig stark belastet, und immer grösser wird der Anteil jener, die sich in der sozialen Hängematte um alles und jedes foutieren.»

Warum, so meine Frage, vermiest ein Bundesrat den eigenen Staat, und auf welche Fakten stützt Bundesrat Ogi seine gravierenden Behauptungen?

Texte de la question du 19 juin 1995

Le 10 juin dernier, M. Adolf Ogi, conseiller fédéral, s'est exprimé sur l'état du pays devant 300 délégués de la Société suisse des propriétaires fonciers, dans le cadre d'un exposé intitulé «Suisse: diagnostic et traitement.» Selon l'article paru dans la «NZZ» du 12 juin, M. Ogi aurait entre autres déclaré que la classe moyenne est exsangue et harcelée par le fisc et que le nombre des je-m'en-foutistes qui se prélassent dans leur hamac social, indifférents à tout et à tous, ne cesse de croître.

J'aimerais savoir ce qui pousse un conseiller fédéral à traîner dans la boue l'Etat qu'il représente et sur quels arguments il fonde ses graves assertions.

Ogi Adolf, Bundesrat: Der Bundesrat hat das Recht und die Pflicht, auf Missstände und beunruhigende Entwicklungen in der Schweiz hinzuweisen. Das hat nichts mit «Vermiesen des eigenen Staates» zu tun. Ich habe, Herr Hubacher, mein Referat mit dem Hinweis eingeleitet, eine subjektiv gefärbte Standortbestimmung zur Lage der Schweiz vorzunehmen. Ich habe gleichzeitig auch Lösungsansätze für eine Behebung der vorhandenen Schwachstellen aufgezeigt. Die Ausführungen im Referat sind gekürzt wiedergegeben worden. Einerseits habe ich gesagt, es brauche einen gut ausgebauten Sozialstaat, nicht aber eine soziale Hängematte. Andererseits habe ich – einige Sätze später – die Ansicht geäußert, der Mittelstand zahle die Zeche für diejenigen, die sich um alles foutieren.

Der betreffende Redaktor hat hier zwei Aussagen zusammengefügt. Das kann missverständlich interpretiert werden.

Hubacher Helmut (S, BS): Ich danke für die Antwort. Ich bin immer froh, wenn Politiker eine eigene Meinung vertreten. Zusatzfrage: Was verstehen Sie, Herr Bundesrat Ogi, unter sozialer Hängematte? Sind damit die Bauern oder die Arbeitnehmer oder die Arbeitslosen gemeint?

Ogi Adolf, Bundesrat: Herr Hubacher, machen wir es doch so: Ich gebe Ihnen den Text meiner zwar nur stichwortartig aufgeschriebenen Rede, damit Sie genau wissen, was ich gesagt habe und was nicht.

Ich danke Ihnen, dass Sie mir die Frage in bezug auf die soziale Hängematte generell stellen. Ich verstehe darunter nicht die Bauern, sondern andere Bereiche. Ich könnte eigentlich für den Bereich der Fürsorge sagen, dass hier die Kantone und die Gemeinden auch betroffen sind.

95.5135

Frage Hollenstein
SBB. Neue Zugtypen ohne Komforteinbussen

Question Hollenstein
CFF. Nouveaux trains ne compromettant pas le confort des usagers

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Wie die SBB am 13. Juni 1995 bekanntgegeben haben, sollen die direkten Intercity-Züge St. Gallen–Genf ab 1997 durch Doppelstockzüge St. Gallen–Interlaken ersetzt werden, obwohl diese Doppelstockzüge sehr eng und sehr niedrig und eher für den S-Bahn- als für den Fernverkehr geeignet sind.

Ist der Bundesrat bereit, bei den SBB dahin gehend Einfluss zu nehmen, dass Zugtypen beschafft werden, die keine Komforteinbussen bringen?

Texte de la question du 19 juin 1995

Le 13 juin 1995, les CFF ont fait savoir que les trains directs Intercity Saint-Gall–Genève seront remplacés par des trains à impériale Saint-Gall–Interlaken dès 1997. Or, ces trains, très étroits et très bas, sont plus adaptés aux navettes qu'aux longues distances.

Le Conseil fédéral est-il prêt à user de son influence sur les CFF, afin de convaincre ces derniers d'acquiescer des trains qui ne compromettent pas le confort des usagers?

Ogi Adolf, Bundesrat: Im Rahmen des Programms «Impuls 97» beschaffen die SBB 58 neue Doppelstockwagen für den Intercity-Verkehr. Sowohl vom Erstklass- als auch vom Zweitklasswagen wurde ein Modell im Massstab 1 zu 1 gebaut. Details können immer noch verbessert werden. Auf der Ost-West-Achse sind heute zum Teil zu wenig Sitzplätze vorhanden. Mit dem Doppelstockwagen können sehr viel mehr Plätze angeboten werden, nämlich 755 Sitzplätze pro Zug.

Die vollklimatisierten Intercity-Doppelstockwagen haben einen bedeutend höheren Komfort und grosszügigere Platzverhältnisse als diejenigen der S-Bahn. Erstens wird ein ebenerdiges Einsteigen ohne Stufe zu den unteren Sitzen möglich; das ist für ältere und gehbehinderte Passagiere eine grosse Erleichterung. Zweitens haben die neuen Doppelstockwagen geschlossene Toilettensysteme; die hygienischen Verhältnisse in den Toiletten und entlang der Strecke werden dadurch verbessert.

Der Gepäckraum über den Sitzen ist klein. Zwischen den Sitzen und in den Gepäckablagen bei den Einsteigeplattformen ist aber genügend Stauraum vorgesehen.

Hollenstein Pia (G, SG): Vielen Dank, Herr Bundesrat, für die Erklärung darüber, was alles besser wird, aber meine Sorge betrifft den Komfort des Fahrens, des Sitzens, die Tatsache, dass es enger und oben schmaler ist. Wenn also ein Passagier, eine Passagierin aufsteht, schlägt er oder sie eben schon den Kopf an, auch wenn er oder sie nicht sehr gross ist. Und darüber bin ich besorgt, nicht über das Einsteigen und über die WC.

Könnten Sie dazu noch etwas sagen? Ich denke, es ist wichtig, dass nicht, wenn schon neue Wagentypen angeschafft werden, von vornherein Komforteinbussen in Kauf genommen werden.

Ogi Adolf, Bundesrat: Die SBB können es sich in der heutigen, schwierigen Zeit nicht leisten, dass die Passagiere beim Aufstehen den Kopf anschlagen. Ich werde das als guter Briefträger an die SBB weiterleiten und sie über Ihre Ausführungen orientieren. Wenn möglich werde ich dafür besorgt sein, dass Verbesserungen angebracht werden.

Wir wissen – und die SBB müssen es noch besser wissen –, dass der Fahrkomfort entscheidend dafür ist, ob man die Bahn oder eben die Strasse benützt. Es müssen aber immer Lösungen angestrebt werden, die den Verhältnissen und den finanziellen Möglichkeiten gerecht werden.

95.5131

Frage Jöri**Tempo-80-Entscheid. Verfahrenskosten****Question Jöri****Décision sur les limitations de vitesse à 80 km/h.****Frais de procédure**

dem Kanton Luzern 20 000 Franken Verfahrenskosten auf-erlegt?

Ich bitte um Aufklärung über die rechtliche Seite dieser Überwälzung von Verfahrenskosten.

Texte de la question du 19 juin 1995

Le public apprend sans cesse de nouveaux détails sur le projet d'exposé des motifs à l'appui de la décision de supprimer les limitations de vitesse à 80 km/h dans la région lucernoise. Est-il vrai que dans ce projet, le Conseil fédéral envisage de mettre 20 000 francs de frais de procédure à la charge du canton de Lucerne?

Je prie le Conseil fédéral de m'éclairer sur les aspects juridiques de ce transfert de frais de procédure.

Couchepin François, chancelier de la Confédération: L'affirmation selon laquelle une somme de 20 000 francs serait mise à la charge du canton de Lucerne en tant que frais de procédure ne correspond pas à la réalité. L'article 63 alinéa 1er de la loi fédérale sur la procédure administrative prévoit qu'«en règle générale, les frais de procédure comprenant l'émolument d'arrêté, les émoluments de chancellerie et les débours sont mis ... à la charge de la partie qui succombe», mais l'alinéa 2 de ce même article dit qu'«aucun frais de procédure n'est mis à la charge des autorités inférieures». Il résulte de ce qui précède qu'aucun frais de procédure ne peut être mis à la charge du canton de Lucerne qui est, en l'espèce, l'autorité inférieure. C'est ainsi que le Conseil fédéral en a décidé.

En vertu de l'article 64 alinéa 1er de la loi susmentionnée, «l'autorité de recours peut – mais 'peut' seulement – allouer, d'office ou sur requête, à la partie ayant entièrement ou partiellement gain de cause une indemnité pour les frais indispensables et relativement élevés qui lui ont été occasionnés». Ce serait ce qu'on appelle «les dépens». Ces dépens sont mis à la charge de la partie adverse qui a été déboutée. En l'espèce, aucuns dépens n'ont été alloués au recourant.

Jöri Werner (S, LU): Ich bedanke mich für die Beantwortung der Frage. Die Frage war aber, ob die Verfahrenskosten im Entwurf zur Begründung enthalten waren oder nicht. Der Entscheid ist offenbar heute gefällt worden. Meine Anschlussfragen lauten folgendermassen:

1. War im Entwurf enthalten, dass dem Kanton 20 000 Franken Verfahrenskosten «aufgebrummt» werden?
2. Werden die Bürgerinnen und Bürger Einsicht in die Begründung dieses unverständlichen Entscheids erhalten und, wenn ja, bis wann?

Couchepin François, chancelier de la Confédération: Je suis surpris que l'on mette en discussion des projets: il y a eu plusieurs projets de motivation, avec différentes possibilités, qui ont été examinés par le Conseil fédéral, ce qui compte c'est la décision. Or, dans la décision, il n'y a ni frais ni dépens, comme je viens de vous le dire, et la décision est tombée ce matin. Elle est actuellement notifiée aux parties, et elle sera publiée demain par respect pour les parties qui doivent recevoir, avant la presse, les décisions prises par l'autorité.

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Aus der im Entwurf vorliegenden Begründung zur Aufhebung von Tempo 80 in der Region Luzern sickern laufend Details an die Öffentlichkeit. Entspricht es der Tatsache, dass gemäss Entwurf zur Urteilsbegründung der Bundesrat

95.5112

Frage Stalder
Bilderberg-Konferenz auf dem Bürgenstock
mit Vertretern aus Weltwirtschaft, Welthochfinanz,
Politik, Medien und Militär

Question Stalder
Conférence Bilderberg au Bürgenstock
avec des représentants de l'économie mondiale,
de la haute finance, de la politique, des médias
et de l'armée

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

1. Wie lässt sich die Geheimniskrämerei um diese Konferenz erklären?
2. Wurden schon früher ähnlich gelagerte Anlässe durch Angehörige der Armee bewacht?
3. Wer trägt die Kosten für die diesjährigen Sicherheitsvorkehrungen dieser Konferenz?

Texte de la question du 19 juin 1995

1. Comment expliquer l'atmosphère de mystère dont on a entouré cette conférence?
2. Est-il déjà arrivé que des militaires surveillent des manifestations de ce genre?
3. Qui supporte les coûts des mesures de sécurité prises cette année pour cette conférence?

Cotti Flavio, Bundesrat: Herr Stalder, die Bilderberg-Tagung ist seit Jahrzehnten eines der bedeutenden Foren für den internationalen Gedankenaustausch insbesondere von Persönlichkeiten beider Seiten des Atlantiks. Bei diesen informellen und vertraulichen Begegnungen auf privater Basis werden aktuelle aussenpolitische und weltwirtschaftliche Themen behandelt.

Zum dritten Male wurde eine Tagung in der Schweiz abgehalten. Ich selber und Bundesrat Delamuraz nahmen als Privatpersonen daran teil; Bundespräsident Villiger überbrachte ein Grusswort seitens der Landesregierung.

Was die Sicherheit anbelangt, hat der Generalstabschef, einem Gesuch der Nidwaldner Regierung folgend, am 30. Mai 1995 den Einsatz von sechs Angehörigen des Festungswachtkorps (FWK) für Beobachtungs- und Überwachungsaufgaben bewilligt. Bei der letztmaligen Tagung (im Jahre 1981) – ebenfalls auf dem Bürgenstock – wurden Armeehelikopter zur Verfügung gestellt. Wie das Eidgenössische Militärdepartement mitteilt, sind dem Bund, mit Ausnahme der Zulagen für den Nacht- und Sonntagsdienst der erwähnten FWK-Angehörigen in Höhe von 4500 Franken, keine Ausgaben erwachsen.

95.5119

Frage Meier Hans
Freilassung des Tibetaners Tanak Jigme Zangpo

Question Meier Hans
Libération du Tibétain Tanak Jigme Zangpo

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Der heute 67jährige Tibetaner Tanak Jigme Zangpo sitzt seit Jahren im Gefängnis und erhielt 1992 anlässlich des Besuchs einer Schweizer Menschenrechtsdelegation nur wegen der Äusserung «Lang lebe der Dalai Lama!» eine langjährige Zusatzstrafe.

Hat der Bundesrat – wie schon mehrmals versprochen – anlässlich der kürzlich erfolgten Chinareise etwas unternommen, damit die chinesische Regierung Tanak Jigme Zangpo endlich begnadigt?

Texte de la question du 19 juin 1995

Le Tibétain Tanak Jigme Zangpo, âgé aujourd'hui de 67 ans, est en prison depuis de longues années. En 1992, sa peine a été prolongée de plusieurs années à la suite de la visite d'une délégation suisse des droits de l'homme, et cela uniquement parce qu'il avait dit «Longue vie au dalai-lama!».

A l'occasion du récent voyage d'un de ses membres en Chine, le Conseil fédéral a-t-il entrepris des démarches auprès du gouvernement chinois – comme il l'a maintes fois promis – pour qu'il gracie enfin Tanak Jigme Zangpo?

Cotti Flavio, Bundesrat: In den letzten vier Jahren hat das EDA mehrere Male zugunsten von Tanak Jigme Zangpo interveniert, der lediglich in gewaltloser Weise von der Meinungsäusserungs- und Religionsfreiheit Gebrauch gemacht hat. Unsere letzten Demarchen wurden am 16. März 1995 in Bern und im Vorfeld meines Besuches in Peking von unserem Botschafter in Peking gemacht.

Bei dieser Gelegenheit haben die chinesischen Behörden behauptet, dass sich dieser tibetische Mann immer noch im Gefängnis befände, und zwar nicht wegen des Rufens eines Slogans während des Besuchs der schweizerischen Menschenrechtsexperten-Delegation in Lhasa 1991, sondern weil er aktiv an der Untergrabung des chinesischen Staates arbeite und keine Reue zeige.

Der Bundesrat wird – ich kann Ihnen das zusichern, Herr Meier Hans – mit den Interventionen zugunsten von Tanak Jigme Zangpo weiterfahren, in der Hoffnung, dass er endlich freigelassen wird.

95.5130

Frage Loeb François
Neutrale Überwachungskommission für Korea

Question Loeb François
Commission neutre de surveillance de l'armistice
en Corée

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Wie beurteilt der Bundesrat nach dem Rückzug Polens und der CSSR aus der Überwachungskommission und angesichts des faktischen Boykotts durch Nordkorea die Zukunft und die Möglichkeiten der Aufgabenerfüllung der auch aus schweizerischen Mitgliedern bestehenden Kommission? Können diese Guten Dienste auch heute noch eine Situationsverbesserung bewirken?

Texte de la question du 19 juin 1995

Après le retrait de la Pologne et de la Tchécoslovaquie et vu le boycott de fait de la Corée du Nord, que pense le Conseil fédéral de l'avenir de cette commission qui compte aussi des Suisses?

Pourra-t-elle continuer à remplir sa tâche? Les bons offices que nous offrons permettront-ils encore d'améliorer la situation?

Cotti Flavio, Bundesrat: Nordkorea behindert seit einigen Jahren den auf dem Waffenstillstandsabkommen vom Juli 1953 basierenden Überwachungsmechanismus. Nordkorea verlangte 1993 und 1995 den Abzug der tschechoslowakischen und der polnischen Delegation aus Panmunjon. Die Schweiz und Schweden halten ihre Delegationen aufrecht.

Sicher erwachsen der schweizerischen Delegation bei der Ausübung ihres Mandats immer grössere Schwierigkeiten. Aber dies und auch die Abwesenheit der ehemals tschechoslowakischen Delegation und der Abzug der polnischen Delegation können die rechtlichen Aspekte nicht präjudizieren. Nach unserer Auffassung gehören der Überwachungskommission rechtlich gesehen immer noch die vier vom Waffen-

stillstandsabkommen definierten Staaten an. Diese Haltung wird auch von Schweden geteilt.

Die Aufrechterhaltung der Präsenz der Neutralen am 38. Breitengrad ist also weiterhin sinnvoll. Sie können als Kontaktkanal zwischen den Kriegsparteien nach wie vor eine Funktion ausüben. Dass wir aber einmal die ganze Angelegenheit überprüfen müssen, und zwar nicht nur mit den Schweden, sondern auch mit den Vertretern der beiden anderen Staaten und der betroffenen Staaten an Ort und Stelle, ist auch für uns selbstverständlich.

95.5132

**Frage Wiederkehr
Französische Atomwaffenversuche**

**Question Wiederkehr
Essais nucléaires français**

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Was gedenkt der Bundesrat zu tun, um die französische Regierung zu einem Verzicht auf die geplanten Atomwaffenversuche zu bewegen, die eine Provokation für alle Staaten darstellen, die mit der Verlängerung des Sperrvertrages erneut auf Nuklearwaffen verzichtet haben?

Texte de la question du 19 juin 1995

Que compte entreprendre le Conseil fédéral en vue d'amener le gouvernement français à renoncer aux essais nucléaires prévus, qui constituent une provocation à l'égard de tous les Etats qui viennent de renouveler leur engagement à renoncer aux armes nucléaires à l'occasion de la prorogation du Traité de non-prolifération?

95.5141

**Frage Hollenstein
Neue Atomversuche durch Frankreich**

**Question Hollenstein
Nouveaux essais nucléaires de la France**

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Ist der Bundesrat bereit, zusätzlich zu seinem Bedauern über die Ankündigung Frankreichs, die Atomversuche auf dem Mururoa-Atoll wiederaufzunehmen, Druckmassnahmen auszuüben, um Atomversuche zu verhindern? Welche politischen Mittel stehen zur Verfügung, und welche gedenkt der Bundesrat auszunutzen?

Texte de la question du 19 juin 1995

Le Conseil fédéral est-il prêt, au-delà des regrets qu'il a exprimés à propos de l'annonce par la France de la reprise des essais nucléaires à Mururoa, à exercer des pressions en vue d'empêcher de tels essais? De quels moyens politiques dispose-t-il et desquels entend-il user?

Cotti Flavio, Bundesrat: Zu den Fragen 95.5132 und 95.5141: Der Bundesrat bedauert, dass die französische Regierung nicht länger gewillt ist, das mit Ausnahme Chinas von allen anderen Kernwaffenstaaten respektierte Moratorium für Kernwaffenversuche weiter einzuhalten. Die Wiederaufnahme französischer Kernwaffenversuche im Südpazifik droht die laufenden Verhandlungen der Genfer Abrüstungskonferenz über ein Abkommen betreffend ein vollständiges Verbot der Kernwaffenversuche zu komplizieren. Sie ist zu-

dem eine Enttäuschung für alle Nicht-Kernwaffenstaaten, die – wie die Schweiz – kürzlich der unbeschränkten Verlängerung des Vertrages über die Nichtverbreitung der Kernwaffen in der festen Erwartung zugestimmt haben, dass die Kernwaffenstaaten das Moratorium bis zum Abschluss der Verhandlungen über ein vollständiges Verbot der Kernwaffenversuche einhalten. Die schweizerische Haltung ist am 14. Juni 1995 vom Staatssekretär im EDA, Jakob Kellenberger, dem französischen Botschafter in Bern zur Kenntnis gebracht worden.

Wiederkehr Roland (U, ZH): Herr Bundesrat, Sie haben gesagt: «Die Schweiz bedauert.» Das konnte ich auch den Zeitungen entnehmen. Ich habe den Zeitungen aber auch entnehmen können, dass die Schweiz vor zwei Monaten in New York mit Nachdruck und energisch gefordert hat, dass von seiten der Nuklearstaaten Abrüstungsschritte vollzogen werden sollen.

Nun möchte ich Sie einmal fragen – wie gesagt, jetzt bedauern Sie nur –: Können Sie uns im Parlament einmal den Tarif erklären? Wann wird also bedauert, bei welchem Land wird protestiert, und wie weit entfernt muss es sein, damit man es verurteilt?

Hollenstein Pia (G, SG): Herr Bundesrat, ich bin auch nicht ganz befriedigt darüber, dass Sie nur Ihrem Bedauern Ausdruck geben. Ich denke, es könnte eine Möglichkeit sein, dass die Schweiz im Sicherheitsforum der OSZE in Wien, wo sie einen ständigen Sitz hat, vielleicht vorstellig werden könnte. Sehen Sie da keine Möglichkeit? Oder hat die Schweiz das schon vorgesehen?

Zurück zu meiner Frage: Welche anderen politischen Möglichkeiten gibt es wirklich, die die Schweiz – zusätzlich zum Aussprechen des Bedauerns – ausschöpfen könnte?

Cotti Flavio, Bundesrat: Herr Wiederkehr hat aus der Frage eine semantische Frage gemacht. Ich glaube, dass das sofortige klare Bedauern durch den Staatssekretär natürlich auch einem Protest entspricht. Die Schweiz ist einfach mit dem Verhalten Frankreichs nicht einverstanden.

Frau Hollenstein kann ich sagen, dass wir andere Gelegenheiten benützen werden, um unsere Position klar darzulegen, je nach Situation und Entwicklung. Ich muss Ihnen aber sagen, dass auch die anderen Staaten keine anderen Mittel zur Verfügung haben als die klare Meinungsäußerung, wie wir sie auch unmissverständlich gemacht haben.

95.5129

**Frage Loeb François
Bürokratieauswüchse
bei der Erteilung von Touristenvisa**

**Question Loeb François
Délivrance de visas de tourisme.
Accroissement de la bureaucratie**

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

In verschiedenen diplomatischen Vertretungen unseres Landes werden Touristenvisa mit für den Antragsteller kaum mehr zumutbaren Bürokratieauswüchsen ausgestellt. Ist der Bundesrat nicht auch der Ansicht, dass angesichts der Lage unseres Tourismusgewerbes hier Handlungsbedarf besteht?

Was gedenkt der Bundesrat zu unternehmen, um die Situation rasch und nachhaltig zu verbessern (z. B. Einsatz von EDV, Vereinfachungen für regelmässige Besucher usw.)?

Texte de la question du 19 juin 1995

Diverses représentations suisses à l'étranger soumettent la délivrance de visas de tourisme à des contraintes bureaucratiques de moins en moins acceptables.

Le Conseil fédéral n'est-il pas d'avis que l'état de notre industrie touristique commande d'agir?

Que compte-t-il entreprendre en vue d'améliorer rapidement et durablement la situation (par le renforcement des moyens informatiques ou la simplification des procédures applicables aux visiteurs réguliers, par exemple)?

Cotti Flavio, Bundesrat: Die Visumpflicht beschränkt natürlich an sich die Einreisemöglichkeiten in die Schweiz. Hingegen, Herr Loeb François, sind die schweizerischen Vertretungen, gestützt auf die Weisungen des EJPD, angewiesen, bei erfüllten Voraussetzungen ein Visum ohne Wartefrist und unkompliziert zu erteilen, nämlich in der Regel innerhalb von 24 Stunden.

Aufgrund der zunehmenden Ausweis- und Visafälschungen sowie angesichts der Problematik der illegalen Migration und der organisierten Kriminalität drängt sich natürlich aus Gründen der innenpolitischen Sicherheit in Zweifels- oder Verdachtsfällen eine genauere Abklärung auf. Bei diesen Kontrollen verfügen unsere Vertretungen im Ausland noch nicht über Computerunterstützung.

Um das Visaverfahren zu rationalisieren sowie um missbräuchliche Visagesuche zu bekämpfen, wurde kürzlich ein EDV-Projekt in Angriff genommen. Eine aus Vertretern des EDA und des EJPD zusammengesetzte interdepartementale Arbeitsgruppe für Ein- und Ausreise von Ausländern wird bis Ende Juni über konkrete Verbesserungsmassnahmen auch im Bereich der Touristenvisa Vorschläge unterbreiten. Dabei wird alles unternommen, um dem notleidenden Tourismus entgegenzukommen, so weit dies natürlich, Herr Loeb, unter Wahrung der inneren Sicherheit möglich ist.

Loeb François (R, BE): Was ich vor allem auch wichtig finde, ist die Einsicht, dass es begrüßenswert ist, wenn jemand auf ein Konsulat kommt, um eine Visum zu bekommen. Letzthin stand in einem Zeitungsartikel, dass es fast eine Strafe darstelle, anstehen zu müssen, um überhaupt ein Visum zu bekommen. Hier sind Verbesserungen auf sehr rasche und einfache Weise möglich. Ich möchte Sie fragen, ob Sie die entsprechenden Weisungen geben werden.

Cotti Flavio, Bundesrat: Auf alle Fälle werden wir für die Verbesserung, die wir anstreben, auch diese Gedanken in die Arbeiten, die bald zu Ende gehen, einbeziehen.

95.5111

Frage Hess Otto
Verordnung über die Zonenzuteilung
und die Förderung der Käseproduktion.
Änderung vom 12. April 1995

Question Hess Otto
Ordonnance sur le classement selon des zones
et l'encouragement de la production de fromage.
Modification du 12 avril 1995

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Mit welcher Begründung hat der Bundesrat die Verordnung über die Zonenzuteilung und die Förderung der Käseproduktion in dem Sinn geändert, dass die Zulage für verkäste Milch, die grundsätzlich den Milchproduzenten zusteht, hälftig den Milchverwertern zugesprochen wird?

Texte de la question du 19 juin 1995

Pour quel motif le Conseil fédéral a-t-il modifié l'ordonnance sur le classement selon des zones et l'encouragement de la production de fromage de telle sorte que le supplément de prix versé sur le lait transformé en fromage, accordé en principe aux producteurs de lait, serait dorénavant versé pour moitié aux transformateurs de lait?

Delamuraz Jean-Pascal, conseiller fédéral: En décembre dernier, le Parlement a décidé une réduction de budget en économisant sur la mise en valeur du fromage. Seule une baisse sensible des prix et des prises en charge du fromage permet de satisfaire à cette exigence du Parlement, parce que la livraison et la prise en charge du lait et des principales sortes de fromage sont une obligation légale; l'orientation de la mise en valeur du lait, du fromage et du beurre, de même; les prix et les quantités garantis aux producteurs de lait, de même; les stocks de fromages d'une part, et les prix de vente réalisables d'autre part, constituent la quatrième contrainte. Une baisse du prix de la prise en charge se traduit par une diminution de revenu pour les fromagers, lesquels doivent, de surcroît, faire face à un manque à gagner en raison des restrictions de production actuelles.

Afin d'en tenir compte, le Conseil fédéral a décidé que le supplément de 2 centimes par kilogramme versé sur le lait transformé en fromage pourrait être partagé afin que le producteur de lait participe à l'effort d'économies.

95.5113

Frage Allenspach
Mutmasslicher Finanzhaushalt
der Arbeitslosenversicherung

Question Allenspach
Budget probable de l'assurance-chômage

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Ist der Bundesrat in der Lage, eine Übersicht über den mutmasslichen Finanzhaushalt der Arbeitslosenversicherung bis zum Jahre 2000 gemäss den bisherigen Beschlüssen des Parlamentes zu geben, unter Annahme einer durchschnittlichen Arbeitslosigkeit von 100 000 Personen und 130 000 Personen?

Wann dürfte die bis Ende 1995 aufgelaufene «Altschuld» durch die Sonderfinanzierung getilgt sein?

Wie gross wäre die akkumulierte Neuschuld der Jahre 1996 bis 2000?

Texte de la question du 19 juin 1995

Le Conseil fédéral est-il en mesure de me fournir un aperçu du budget probable de l'assurance-chômage jusqu'en l'an 2000, compte tenu des décisions prises jusqu'à présent par les Chambres et dans l'hypothèse où le nombre des chômeurs oscillerait entre 100 000 et 130 000?

Quand le plan de financement spécial pourrait-il amortir l'«ancienne» dette accumulée jusqu'à la fin de 1995?

A combien s'élèverait la nouvelle dette accumulée entre les années 1996 et 2000?

Delamuraz Jean-Pascal, conseiller fédéral: Sur un nombre moyen de 130 000 chômeurs, le déficit du fonds de compensation de l'assurance-chômage escompté serait de l'ordre de 775 millions de francs par année. Si l'on assiste à une régression du chômage et si le nombre moyen de chômeurs est ramené, par exemple, à 100 000 personnes par an, les comptes annuels du fonds de compensation boucleront avec un excédent de recettes de 30 millions de francs.

Indépendamment du taux de chômage, grâce au pour cent de cotisation supplémentaire et à l'augmentation du gain assuré, les dettes du fonds, cumulées à fin 1995, seront entièrement amorties au cours du deuxième semestre de l'année 1999. Les recettes supplémentaires permettront de rembourser annuellement 1,96 milliard de francs à la Confédération et aux cantons.

Avec un nombre moyen de 130 000 chômeurs, les dettes nouvelles du fonds atteindraient 2,3 milliards de francs à fin 1999, avec 100 000 chômeurs: excédent de recettes de 900 millions de francs.

Allenspach Heinz (R, ZH): Der Bundesrat kann nach Tilgung der «Altschuld» weitere Defizite nicht ausschliessen. Hat er sich Gedanken gemacht, wie dann allenfalls diese Defizite getilgt werden müssen? Kann er die Aussage bestätigen, dass die Kantone nach dem derzeitigen Stand der Beratungen des Arbeitslosenversicherungsgesetzes weniger an die Arbeitslosen bezahlen als nach dem geltenden Recht?

Delamuraz Jean-Pascal, conseiller fédéral: C'est une bonne question et je pense, Monsieur Allenspach, que nous aurons l'occasion demain, dans le cadre de la discussion sur l'assurance-chômage de faire quelques remarques plus ou moins douces, plus ou moins amères, sur la participation des cantons. Vous connaissez mon opinion sur ce point. Le Parlement a été d'une opinion légèrement différente. Nous verrons demain dans le règlement final des divergences d'avec le Conseil des Etats si cette opinion peut se faire entendre. En tout cas, je répondrai à votre deuxième question dans le cadre du débat de demain.

95.5115

**Frage Weder Hansjürg
Schmuggel mit Mastkälbern
in der Westschweiz**

**Question Weder Hansjürg
Contrebande de veaux à l'engrais
en Suisse romande**

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Ich frage den Bundesrat:

Ist Gewähr dafür geboten, dass bis zur Verurteilung den Banditen (konzessionierte Viehhändler, konzessionierte Tierärzte und staatliche Viehinspektoren) die Lizenzen/Konzessionen entzogen wurden und sie in ihrer Tätigkeit suspendiert werden?

Haben die ahnungslosen Konsumenten gesundheitliche Schäden (Rinderwahnsinn, Doping) zu gewärtigen?

Welche Vorkehren werden die eidgenössischen Behörden treffen, um zukünftig den Viehschmuggel – der ja mit tierquälerischen Handlungen einhergeht – rigoros zu unterbinden?

Texte de la question du 19 juin 1995

Je pose les questions suivantes au Conseil fédéral:

Peut-on garantir que, d'ici à leur condamnation, les bandits en cause (marchands de bétail et vétérinaires concessionnaires, inspecteurs fédéraux du bétail) se verront retirer leur licence ou concession et qu'ils feront l'objet d'une suspension?

Les consommateurs risquent-ils d'avoir des problèmes de santé en achetant du veau de contrebande sans le savoir (maladie de la vache folle, dopage)?

Quelles mesures prendront les autorités fédérales pour interdire formellement la contrebande de bétail, qui implique – comme on le sait – des mauvais traitements envers les animaux?

Delamuraz Jean-Pascal, conseiller fédéral: J'aimerais répondre à M. Weder Hansjürg que, dans ce domaine, ce sont les cantons, et non la Confédération, qui délivrent l'autorisation de pratiquer aux vétérinaires et l'autorisation de faire du commerce aux marchands de bétail. Les inspecteurs du bétail ne sont pas des fonctionnaires fédéraux, ce sont des fonctionnaires cantonaux. D'éventuels retraits d'autorisations ou d'éventuelles mesures disciplinaires, dès lors, relè-

vent des décisions cantonales. Cependant, que ce soit au niveau fédéral ou au niveau cantonal, il faut appliquer le principe de la présomption d'innocence jusqu'à la preuve du contraire, laquelle entraîne, elle, la condamnation.

Sans compter le fait que l'encéphalopathie spongiforme bovine est rarissime en France, il n'existe jusqu'ici aucune indication d'une mise en danger des consommateurs par cette maladie. Votre question me permet d'insister sur cet aspect des choses. L'utilisation de substances anabolisantes est interdite dans tout l'espace communautaire européen et elle est interdite en Suisse, comme vous le savez.

L'Administration fédérale des douanes tirera rapidement la leçon des cas qui ont été découverts et elle adaptera, c'est son rôle, ses contrôles en fonction des risques. Elle examinera aussi, avec les autorités concernées, avec les associations professionnelles, quels moyens il convient de mettre en oeuvre pour lutter en commun contre la contrebande de bétail et de viande, car cette contrebande en tant que telle, Monsieur Weder, outre qu'elle a un aspect économique absolument insupportable, qu'elle implique un non-respect de l'ordre et de la loi insupportable, peut avoir des répercussions de santé publique, et c'est ce à quoi nous nous occupons. Je peux heureusement vous donner sur ce point une réponse apaisante à cause de la situation sanitaire qui existe en France, mais ça n'est pas une réponse pour l'éternité. Nous devons renforcer, du côté de l'Administration fédérale des douanes, le processus.

Weder Hansjürg (U, BS): Zuerst möchte ich mich bei meinen Westschweizer Kollegen entschuldigen, dass hier auf dem Bogen der Fragestunde vom 19. Juni 1995 steht: «Schmuggel mit Mastkälbern in der Westschweiz.» Das ist ein Fehler; meine Frage hiess lediglich: «Schmuggel mit Mastkälbern.» Ich weiss sehr wohl, dass auch in der Nord-, in der Süd- und in der Ostschweiz Kälber geschmuggelt werden. Hier ist durch eine Umarbeitung meiner Frage durch die Parlamentsdienste die Westschweiz in Verruf geraten, und ich bitte Sie daher um Nachsicht.

Herr Bundesrat, Sie haben mir geantwortet, das sei Sache der Kantone. Ich bin mit Ihnen absolut einverstanden; aber ich möchte daran erinnern, dass die GPK des Ständerates über das Tierschutzgesetz und dessen Vollzug nachgedacht und Untersuchungen angestellt hat, und sie kam zum Schluss, dass dem Tierschutzgesetz in keinem Kanton korrekt nachgelebt wird. Jetzt hätten Sie – Sie haben es selber gesagt – trotz allem die Möglichkeit einzugreifen, auch wenn Sie das in Ihrer Antwort auf meine erste Frage nicht zugeben. Aber das Problem, das ich in meiner dritten Frage anspreche – «Welche Vorkehren werden die eidgenössischen Behörden treffen, um zukünftig den Viehschmuggel rigoros zu unterbinden?» –, könnte man auf jeden Fall über das Zollgesetz angehen. Das haben Sie auch bestätigt. Mir wäre es auf jeden Fall ein Anliegen, dass die Leute, die derart gegen unsere Gesetze verstossen, wissen, dass sie in Zukunft mit Repressionen der Eidgenossenschaft zu rechnen haben werden.

Delamuraz Jean-Pascal, conseiller fédéral: A votre question complémentaire, Monsieur Weder Hansjürg, je peux répondre en trois points:

1. Je prends acte du fait que c'est les Services du Parlement qui ont limité votre question à la Suisse romande, mais qu'en réalité vous visiez la Suisse en général.

2. A l'injonction de la Commission de gestion du Conseil des Etats, en général – ce n'est pas lié à cette seule question –, le Conseil fédéral, par le truchement de mon département, est intervenu une nouvelle fois auprès des autorités cantonales pour les rappeler poliment, mais fermement, à leurs obligations dans ce domaine.

3. Je confirme ce que j'ai répondu à votre troisième question, à savoir que, là, ce ne sont pas seulement les autorités cantonales qui sont engagées, mais bien l'autorité fédérale, puisqu'il s'agit d'un problème lié aux douanes, et que ces dernières travaillent à améliorer le système et à éviter que la frontière suisse soit une véritable passoire.

95.5127

Frage Eymann Christoph
Deklarationspflicht von Holz und Holzprodukten

Question Eymann Christoph
Obligation de déclarer les essences et les produits en bois

Wortlaut der Frage vom 19. Juni 1995

Wie ist der derzeitige Stand der Verhandlungen für eine freiwillige Deklaration von Holz und Holzprodukten?
 Was unternimmt der Bundesrat, um die Verhandlungen zu fördern?

Texte de la question du 19 juin 1995

Où en sont actuellement les négociations en vue d'instaurer une déclaration facultative de la provenance des essences et des produits en bois?

Que fait le Conseil fédéral pour promouvoir ces négociations?

Delamuraz Jean-Pascal, conseiller fédéral: Cette question, extrêmement sensible, a précédé M. Eymann Christoph dans cet hémicycle. Il n'est pas exclu qu'elle nous survive, à vous et à moi, car les progrès sont assez lents et les problèmes très nombreux dans ce domaine.

Conformément à la loi fédérale sur l'information des consommatrices et des consommateurs, les milieux intéressés de l'économie, les organisations de consommateurs, peuvent convenir d'une déclaration volontaire sur le bois et les produits en bois si c'est dans l'intérêt des consommateurs. Ce n'est que subsidiairement, Monsieur Eymann, que le Conseil fédéral pourrait intervenir dans le cas, par exemple, où n'interviendrait aucune entente en temps utile, selon l'avis des milieux intéressés. C'est dans la loi susmentionnée.

A ma connaissance, les négociations entre les parties intéressées pour introduire une telle déclaration n'ont pas encore eu lieu. Il y a eu des approches, des discussions, mais il n'y a pas eu de négociations à proprement parler. Les conditions d'intervention du Conseil fédéral ne sont dès lors pas encore réunies aujourd'hui. En revanche, vous savez que le Conseil fédéral a soutenu une étude pilote qui visait à vérifier la faisabilité de l'instauration d'un label écologique sur les bois suisses, étude qui devrait paraître incessamment. On aurait au moins dans ce secteur une réponse, partielle peut-être, à la question que vous vous posez.

Sammeltitel – Titre collectif

Integrationspolitik
Politique d'intégration

95.023

Schweizerische Integrationspolitik.
Bericht
Politique suisse d'intégration.
Rapport

Bericht des Bundesrates vom 29. März 1995 (BBl III 191)
 Rapport du Conseil fédéral du 29 mars 1995 (FF III 191)

Kategorie II, Art. 68 GRN – Catégorie II, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Mehrheit
 Kenntnisnahme vom Bericht
Minderheit
 (Moser)

Rückweisung des Zwischenberichtes

Schriftliche Begründung

Der Bundesrat legt einen Zwischenbericht vor, welcher unter Ziffer 4.3 objektive Tatsachen und nicht Meinungen enthält.

Antrag Pini

Vom Bericht in ablehnendem Sinne Kenntnis nehmen

Proposition de la commission

Majorité
 Prendre acte du rapport
Minorité
 (Moser)

Renvoi du rapport intermédiaire

Développement par écrit

Le Conseil fédéral est prié de présenter un rapport intermédiaire qui, au chiffre 4.3, contienne des faits objectifs et non pas des opinions.

Proposition Pini

Prendre acte du rapport en le désapprouvant

94.440

Parlamentarische Initiative
(Grendelmeier)
Beitritt zur Europäischen Union
Initiative parlementaire
(Grendelmeier)
Adhésion à l'Union européenne

Kategorie II, Art. 68 GRN – Catégorie II, art. 68 RCN

Wortlaut der Initiative vom 16. Dezember 1994

Gestützt auf Artikel 93 Absatz 1 der Bundesverfassung und Artikel 21bis des Geschäftsverkehrsgesetzes reiche ich die folgende parlamentarische Initiative in der Form der allgemeinen Anregung ein:

Durch allgemeinverbindlichen Bundesbeschluss

Fragestunde

Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1995
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.06.1995 - 14:30
Date	
Data	
Seite	1345-1360
Page	
Pagina	
Ref. No	20 025 755

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.